



# La Presse

cyberpresse.ca

## Quand Morphée joue des tours

Page C1

## Écrivain travesti

Page B1

Mario Girard



## « Les journaux disent n'importe quoi sur nous »

### René Angéllil justifie son intervention intempestive contre un magazine

ANDRÉ DUCHESNE

TRÈS MÉCONTENT de la première version du magazine *7 Jours* qui avait titré : « *Céline* : « Mon fils a déjà un jumeau », René Angéllil a accentué ses critiques hier, accusant les journaux de dire n'importe quoi sur le couple qu'il forme avec la populaire chanteuse.



René Angéllil

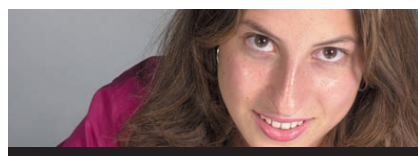
« On ne contrôle rien dans le fond. La preuve, c'est que les journaux, les journalistes disent n'importe quoi sur nous. Pas seulement ici, mais partout dans le monde », a-t-il dit en entrevue

sur les ondes de TVA.

Il répondait à une question sur la nouvelle publiée dans les quotidiens d'hier selon laquelle il avait le pouvoir sur le contenu éditorial de certains médias.

Toute cette histoire a éclaté à la suite de l'entrevue accordée par Céline Dion, enceinte de sept mois d'un garçon, à Michel Jasmin et qui sera diffusée ce soir au réseau TVA. Inspiré de cette entrevue, un reportage était prévu dans le

Voir JOURNAUX en A2  
Débat éthique sur les embryons congelés — Page A3



MARIE ALLARD

### CHOC À QUÉVILLON

DIM | 2 > La ville et ses jeunes

Le suicide peut-il éveiller les gens ? C'est ce que les habitants de Lebel-sur-Quévillon, une ville isolée du Nord-du-Québec, espèrent. Depuis qu'une vague de suicides s'est abattue sur la petite communauté, la priorité va au retour des interdits et à la promotion de la vie. *La Presse* s'est rendue à Lebel-sur-Quévillon pour mieux comprendre ce qui est vécu là-bas. Dans ce deuxième volet d'une série de trois reportages, les jeunes prennent la parole.

À lire en page A9.

## LE GÉNÉRAL PROMU DIPLOMATE



Photo AP

Né voilà 63 ans dans le South Bronx, quartier pauvre de New York, le général Colin Powell est devenu chef d'état-major interarmes en 1989 sous le mandat de George Bush père. Personnalité extrêmement populaire aux États-Unis, l'ancien chef d'état-major va devenir le premier Noir à occuper le poste de secrétaire d'État.

# Bush nomme le très populaire Colin Powell secrétaire d'État

d'après AP et AFP

CRAWFORD, Texas — Le président-élu George W. Bush a nommé hier le général à la retraite Colin Powell à la tête de la diplomatie américaine. Cette première désignation, qui était très attendue, consacre l'un des hommes les plus populaires des États-Unis. L'ancien chef d'état-major va devenir le premier Noir à occuper le poste de secrétaire d'État.

Flanqué de l'intéressé et du vice-président-élu Dick Cheney, le futur chef de la Maison-Blanche a fait cette annonce dans les locaux d'une école élémentaire de sa ville de Crawford, à deux heures de route au nord d'Austin, la capitale du Texas.

Colin Powell est « un héros et un exemple pour l'Amérique », a souligné M. Bush, saluant le « profond respect pour la démocratie » de son secrétaire d'État, le 65<sup>e</sup> de l'histoire. « Comme moi, il estime que nous devons travailler de façon

approchée avec nos alliés et amis (...) pour étendre la paix (...) En promouvant la démocratie, nous posons les fondations d'un monde meilleur. Acceptant le poste avec émotion, l'ancien général a déclaré s'attendre à un mandat difficile mais, a-t-il ajouté, « ces épreuves et ces crises ne sont rien comparées aux merveilleuses opportunités qui nous attendent ».

« Je crois que l'Amérique sera ravie » de cette désignation, avait pronostiqué la veille George W. Bush, confirmant implicitement l'entrée dans son administration de celui qui avait commandé la coalition multinationale durant la guerre du Golfe en 1991.

Né voilà 63 ans dans le South Bronx, quartier pauvre de New York, le général Colin Powell est devenu chef d'état-major interarmes en 1989 sous le mandat de George Bush père. C'est à présent une personnalité incontournable du Parti républicain. Très remarqué lors de la convention de Philadel-

phie en juillet dernier, il a fait partie à plusieurs reprises des candidats potentiels à l'investiture du Grand Old Party, sans jamais se lancer dans la course à la Maison-Blanche.

De sources républicaines, on affirmait que le poste de patron du Conseil de la sécurité nationale (NSC) était promis à une autre membre éminente de la communauté « afro-américaine », Condoleezza Rice. Diplômée de Stanford, cette femme de 45 ans s'était occupée des affaires russes au NSC sous Bush Sr entre 1989 et 1992.

La constitution de l'administration n'allait toutefois pas sans poser quelques problèmes. La nomination du secrétaire à la Défense, troisième membre de la « triade de sécurité » américaine, semblait ainsi opposer Colin Powell à Dick Cheney, selon des membres de l'équipe de transition ayant requis

Voir POWELL en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE		
Arts et spectacles	cahier B	A11
- livres	B1-B7	C8
- horaire spectacles	B9	A10, A12
- horaire télévision	B8	A2, A6
Bandes dessinées	C10	B11, C10
Consommation	A11	
Décès	C9	
Éditorial	A14	
Génies-vous observateur	B6	
Génies en herbe	C11	
Feuilleton	C10	
Forum	A15	
Horoscope	C7	
Laporte Stéphane	A5	
La presse d'ailleurs	A11	
Le bridge	C8	
Le monde	A10, A12	
Loteries	A2, A6	
Mots croisés	B11, C10	
Petites annonces		
- immobilier	C6	
- marchandises	C6, C7	
- emplois	C7	
- automobile	C7, C8	
- affaires	C8	
Santé	C1 à C4	
Sciences	B12	
Têtes d'affiche	C6	

**MÉTÉO** Voir page S16  
Pluie  
Maximum 8, Minimum -4



## FUSIONS MUNICIPALES

# L'unanimité des maires s'effrite

MARTINE ROUX

MÊME S'ILS entretiennent peu d'espérance quant à un improbable changement de cap sur les fusions municipales, trois maires des municipalités de banlieue de l'île de Montréal ont demandé hier à la ministre Louise Harel de renforcer les arrondissements de la future ville. Mais d'autres promettent la guerre à Québec.

Le rapport du mandataire Louis Bernard sous le bras, les maires Georges Bossé (Verdun), Michel Leduc (LaSalle) et Frank Zampino (Saint-Léonard), accompagnés du directeur général de l'Union des municipalités de banlieue sur l'île de Montréal, Marc-André Vaillancourt, se sont tirés une chaise auprès de la ministre des Affaires muni-

pales, Louise Harel. Prétendant jour de l'appui des milliers de citoyens qui ont manifesté au centre-ville dimanche dernier, les maires ont notamment demandé à la ministre de reporter l'adoption du projet de loi sur les fusions municipales, prévue d'ici Noël.

« C'était la rencontre de la dernière chance, indique le maire Leduc. Nous avons exploré certaines pistes avec elle, mais elle a son échéancier. Elle a été sensible à certains arguments, l'avenir nous dira ce qu'on aura pu réussir à passer comme message. »

La ministre a brièvement commenté l'échange avec les

Voir MAIRES en A2  
Bourque poursuit sa tournée — A3

## >HOCKEY



PAGE S3

# Une colère noire

RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale

NEW YORK — Je roule doucement dans les rues désertes de Palm Beach. Le soleil éblouit le pavé. Je ne suis pas pressé d'arriver au centre-ville de West Palm Beach, où le cirque électoral bat son plein. Je regarde défiler les palmiers, les maisons de multimillionnaires, les pelouses bien entretenues, et j'écoute la radio noire.

L'animateur d'une station haïtienne de Miami rigole en traduisant en créole et en français les blagues de Jay Leno et David Letterman sur le fiasco présidentiel. Entre deux traits d'humour, il vante la démocratie américaine, qui sait rire de ses politiciens, de ses imperfections. « En Haïti, comme vous le savez, les plaisanteries sur Aristide peuvent coûter très cher », dit-il à ses auditeurs.

Je tourne le bouton de la radio pour trouver un autre point de vue. Je tombe sur une tribune téléphonique animée par un Noir américain. Celui-ci n'entend vraiment pas à rire. Il vitupère contre l'ex-général Colin Powell et tous les autres Noirs « qui trahissent leur race » en s'associant au parti de Ronald Reagan et George W. Bush.

« Les républicains sont les descendants du Ku Klux Klan ! » s'exclame-t-il sur un ton indigné, en parlant de l'organisation clandestine fondée dans le Sud en 1865 pour empêcher, par la terreur, les Noirs d'user de leur droit de vote.

La saga postélectorale n'en est qu'à ses premiers jours. Le pire reste à venir. Pour l'heure, cependant, je trouve que l'animateur ulcéré exagère dangereusement. Fils d'immigrants jamaïcains, Powell n'est-il pas l'incarnation du rêve américain ? Ce natif de Harlem n'a-t-il pas gravi tous les échelons de l'armée et servi au sein de deux administrations républicaines ?

Je suis sûr que l'animateur

Voir COLÈRE en A2

# Déclin du troupeau de caribous

Le troupeau de caribous de la rivière George connaît un déclin spectaculaire depuis ces dernières années, a constaté une étude réalisée l'été dernier. Considéré en 1993 comme le plus important au monde avec 800 000 têtes, le troupeau n'en compterait plus aujourd'hui que 260 000. Le biologiste Serge Couturier, qui avait prévu le phénomène à la fin des années 80, région, indique que les symptômes notés montrent que la baisse du troupeau se poursuit, une situation qui préoccupe les nombreux pourvoyeurs de la région.

Voir nos informations en S10

# CHAQUE MINUTE COMPTE

cyberpresse.ca

## DEMAIN DANS LA PRESSE

### Aéro...bie pour la famille

Chez Saab, le label Aero est à la 9-5 ce que celui de Viggen est à la 9-3, c'est-à-dire qu'il caractérise des modèles d'exception. Jusqu'à tout récemment, seule la berline 9-5 portait une tenue Aero. Au tour maintenant de la famille de revêtir cette tenue sportive. Notre chroniqueur Éric LeFrançois en a fait l'essai et explique que GM (l'actuel maître des lieux) n'a toujours pas exorcisé le p'tit côté rebelle de la firme suédoise. « Et c'est tant mieux », écrit-il.



À lire demain dans le cahier Auto.

### LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE >

À trois chiffres : 5-4-9 >

À quatre chiffres : 4-9-9-2

LOTO 6/49 >

04-17-27-33-34-45

Compl. : 42 >

Extra : 236138

## POUR NOUS JOINDRE

**La Presse**

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9  
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

**Nouvelles générales**  
general@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Éditorial, Forum**  
edito@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4816

**Actuel**  
actuel@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Auto, Mon toit, Santé Voyages**  
aso@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4809

**Quoi faire aujourd'hui**  
andre.cloutier@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Arts, Spectacles, Cinéma, Livres**  
arts@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4814

**Économie**  
econo@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4809

**Sports**  
sports@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 350-4854

**Têtes d'affiche**  
denis.lavoie@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

**RENSEIGNEMENTS** (514) 285-7272  
**PROMOTION** (514) 285-7100  
**COMPTABILITÉ** (514) 285-6892  
**RECOURS** (514) 285-6900

### PUBLICITÉ

**Les petites annonces** : (514) 285-7111  
Télécopieur : (514) 848-6287  
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30  
**Décès et remerciements** : (514) 285-6816  
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30  
**Détailants** : (514) 285-6931  
**National et Télé-Plus** : (514) 285-7306  
**Carrières et professions, Nominations** : (514) 285-7320

**ABONNEMENT** (514) 285-6911

Par télécopieur : (514) 285-7039  
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30  
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

**Envois de publication canadienne**  
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.  
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

## SUITES DE LA UNE

### POWELL

Suite de la page A1

l'anonymat. Le général Powell préconise la sélection du gouverneur de Pennsylvanie et ancien du Vietnam Tom Ridge, alors que M. Cheney, qui avait exercé les fonctions de secrétaire à la Défense sous George Bush Sr, souhaite que ce poste revienne à l'ancien sénateur de l'Indiana Dan Coats, précisait-on de mêmes sources.

On sait en revanche que le sénateur démocrate de Louisiane John Breaux ne fera pas partie de l'administration Bush. Ce responsable modéré du parti de l'Âne, pressenti un temps au poste de secrétaire à l'Énergie, avait fait le déplacement à Austin la veille pour s'y entretenir avec le président-élu. Mais celui-ci, sans dire s'il avait fait une offre à son invité, a annoncé à la

presse que M. Breaux ne quitterait pas le Sénat.

Son départ de la Chambre haute du Congrès aurait signifié la perte d'un siège pour les démocrates, actuellement à égalité 50-50 avec les républicains. « Il veut rester au Sénat et y travailler », a déclaré George W. Bush.

Le président-élu, qui prètera serment le 20 janvier, a affirmé qu'il espérait avoir nommé tous les membres de son cabinet « dans le courant des deux prochaines semaines. » Il a précisé qu'il avait d'ores et déjà nommé le personnel de la Maison-Blanche, « un groupe d'Américains extraordinaires qui ont accepté de servir leur pays. » Selon des conseillers de M. Bush, l'équipe pourrait être annoncée au

jour d'hui.

L'un de ses membres sera Al Gonzales, que le président-élu a rappelé dans son personnel. Ce juriste avait déjà été l'avocat de « W » sous le premier mandat du gouverneur du Texas, avant d'être juge à la Cour suprême du Texas. Les priorités de Colin Powell Le prochain secrétaire d'État, le général Colin Powell, a affirmé que la nouvelle administration américaine adopterait une ligne de fermeté en matière de politique étrangère.

« Nous resterons fermes », a-t-il lancé au côté du futur chef de la Maison-Blanche. « Nous ferons preuve de fermeté avec nos alliés à l'égard des nations qui ont recours aux armes de destruction massive », a-t-il poursuivi, évoquant

implicitement le casse-tête irakien.

Le chef désigné de la diplomatie américaine compte accorder une attention particulière aux « nations du monde qui se transforment, des nations comme la Chine et la Russie », mais aussi aux pays dirigés « par des leaders ratés menant une politique ratée. S'agissant du Proche-Orient, Colin Powell a assuré qu'il superviserait toutes les discussions de paix qui pourraient avoir lieu dans les derniers jours de l'ère Clinton. « C'est un fait absolument acquis que, sous l'administration Bush, les États-Unis resteront très engagés au Proche-Orient », a souligné l'ancien chef d'état-major interarmes.

Le nouveau secrétaire d'État américain suivra aussi attentive-

ment l'évolution de l'Irak. « Mon sentiment est que des sanctions doivent être maintenues », a confié celui qui dirige la coalition multinationale de la guerre du Golfe. « Nous ne faisons pas cela contre le peuple irakien, mais pour protéger les habitants de la région », a-t-il expliqué.

À propos de la Bosnie et des autres régions du monde où sont déployées des troupes américaines, Colin Powell n'a pas caché que la nouvelle administration entendait changer la donne. « Nous avons le projet d'effectuer une révision immédiatement après l'entrée en fonction du président », a-t-il prévenu. « Nos forces armées sont trop disséminées et le nombre de ces déploiements doit être limité. »

### COLÈRE

Suite de la page A1

haïtien est fier de lui.

Mais, aujourd'hui, comment ne pas comprendre un peu la colère de l'autre animateur ?

Il s'est passé quelque chose de sinistre chez les Américains, du 7 novembre, jour du scrutin présidentiel, au 12 décembre, jour de l'arrêt décisif de la Cour suprême des États-Unis. En Floride et à Washington, une majorité blanche et conservatrice a réussi à priver des centaines, voire des milliers de Noirs de leur droit de vote, comme aux belles années du KKK.

Inutile de s'étendre sur toutes les irrégularités de l'élection en Floride, les bulletins de vote alambiqués, les machines à voter vétustes, les listes électorales mal tenues, les barages policiers autour de certains bureaux de scrutin. Il suffit de dire que les Noirs du Sunshine State ont souffert de façon disproportionnée d'un système inadéquat.

Et il suffit d'ajouter que les républicains, pendant 35 jours, ont tout fait pour empêcher les décomptes manuels dans des comtés à forte prédominance noire.

Pour l'immense majorité des Noirs américains, la décision de la Cour suprême des États-Unis, qui a donné la présidence à Bush, est une blague particulièrement cruelle. Afin de justifier l'arrêt des décomptes manuels, la majorité conservatrice du tribunal a invoqué la « clause de protection égale » incluse dans le 14<sup>e</sup> amendement de la Constitution.

L'ironie est tellement amère : cette clause a été adoptée après la guerre de Sécession afin d'abattre les lois discriminatoires des États sudistes. Plus tard, elle a contribué à garantir le principe « une personne, un vote ». Aujourd'hui, entre les mains de juges partisans, elle sert à remettre les Noirs à leur place, pas seulement en Floride, mais à la grandeur des États-Unis, où ils ont voté à 90 % pour Al Gore.

Selon un sondage REUTERS-NBC, seulement 2 % des Noirs pensent que le bon candidat a été élu président contre 50 % des Blancs.

Mercredi matin, encore sous le coup de la colère, le révérend Jesse Jackson a comparé la décision de la Cour suprême à l'arrêt « Dred Scott ».

Dred Scott était un esclave. En 1857, son maître, le docteur John Emerson, l'emmena dans des États où l'esclavage est interdit. De retour au Missouri, Dred Scott revendique en justice sa liberté. Après une longue bataille juridique rapportée dans les gazettes de l'époque, la Cour suprême refuse de lui reconnaître le statut de citoyen.

Dans sa décision, le juge en chef du haut tribunal écrit : « Un Noir n'a aucun droit qu'un Blanc soit tenu de respecter. »

L'arrêt « Dred Scott » a contribué à la montée politique d'Abraham Lincoln, prési-

dent pendant la guerre de Sécession et émanipateur des Noirs.

Bush a osé citer Lincoln, mercredi soir, lors de son premier discours à titre de président désigné. « Notre nation doit s'élever au-dessus d'une maison divisée », a-t-il dit.

Hier, au Texas, dans un geste hautement symbolique, Bush a annoncé la nomination de Colin Powell au poste de secrétaire d'État. Ainsi, sous son administration, le chef de la diplomatie américaine sera un Noir, une première aux États-Unis.

« Le général Powell est un héros américain, un exemple américain et une grande histoire américaine », a déclaré Bush.

Dans le sud de la Floride, l'animateur de radio ulcéré qualifie Powell d'« oncle Tom », le Noir qui aide son maître à subjuguier les esclaves.

Aujourd'hui, je comprends un peu sa colère noire.

### JOURNAUX

Suite de la page A1

magazine 7 Jours qui appartient à... TVA. Or, ayant reçu plus tôt cette semaine un exemplaire du magazine à sa résidence de Jupiter, en Floride, Angélie, insatisfait du titre, a communiqué avec les patrons de TVA. Résultat, la distribution de 200 000 exemplaires a été stoppée pour réimpression. Le titre de une a été remplacé par : *Céline à coeur ouvert*.

En entrevue, la chanteuse a confié à Michel Jasmin : « J'ai un jum... On appelle ça un jumeau de laboratoire. Ça ne veut pas dire que c'est un jumeau identique, mais il a été conçu en même temps ».

René Angélie n'a pas aimé et a estimé qu'il y avait là forte odeur de sensationnalisme. « Je ne comprends pas pourquoi un magazine

comme 7 Jours qui avait une exclusivité (...) ait choisi de jouer le sensationnalisme. Je trouvais que c'était de mauvais goût, hors contexte. C'est de la presse à scandale, carrément. »

Il ajoute avoir été surpris de constater que le magazine ne l'ait pas consulté auparavant pour le tirage de la une. « Certaine fois, le magazine ou le journaliste va consulter puis on va se mettre d'accord pour un titre... Je ne sais pas pourquoi on ne l'a pas fait dans ce cas-là. Probablement que la personne a trouvé que c'était un titre à sensation et qu'elle savait fort bien que si elle nous le suggérait, qu'on ne serait pas d'accord avec ça.

**Effet pernicieux de la concentration ?**

Or, en règle générale, les journalistes et les médias défendent farouchement leur indépendance face aux personnes qu'ils interviewent et refusent qu'elles aient droit de regard sur le contenu de leurs reportages.

« Si on embarque là-dedans, on ne rapportera plus les événements tel quel mais seulement à la lumière, sous l'éclairage que veulent leur donner les gens concernés », indique Hélène Pichette, présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ).

Cette dernière craint de voir dans toute cette histoire un effet pernicieux de la concentration des médias. « Comme TVA est propriétaire de 7 Jours, on peut se demander s'il n'y a pas

deux », a-t-elle dit à propos du changement de titre et de la diffusion de l'émission le lendemain (ce soir).

La présidente de la FPJQ est d'autant plus choquée que personne ne remet en doute le contenu du reportage. « Imaginez si un politicien, insatisfait du titre d'un article, le faisait changer. Tout le monde monterait aux barricades. »

Ce n'est pas la première fois que le couple Dion-Angélie a des démêlés avec des médias québécois sur des questions ayant des relents de contrôle de l'information. À l'occasion de leur mariage, le 17 décembre 1994 à la basilique Notre-Dame, il s'était entendu avec le magazine 7 Jours (propriété de Trustar à l'époque) lui assurant l'exclusi-

tivité des photos prises durant la noce et à la réception moyennant une somme de 200 000 \$.

Le Groupe Quebecor ainsi que les propriétaires du journal *Allô-Vedettes* avaient tenté d'obtenir une injonction de la Cour supérieure pour avoir accès à l'intérieur de la basilique, en vain. Les avocats de Quebecor faisaient alors valoir qu'un mariage est une cérémonie publique dans un lieu public et que les gens avaient le droit de choisir leur source d'information, un droit qui s'avérait bafoué dans les circonstances.

Les avocats de Trustar soutenaient de leur côté que le couple avait ainsi pris les mesures nécessaires pour que la noce se déroule en privé et que les photos prises au mariage soient approchées.

### MAIRES

Suite de la page A1

représentants de l'UMBM. « Ça me donne des idées », a-t-elle lancé à l'issue de la rencontre, sans toutefois étoffer sa pensée.

Haché menu par certains élus en octobre dernier, le rapport Bernard sert maintenant de tremplin aux maires dans leur revendication pour des pouvoirs accrus au sein des 27 arrondissements de la future ville. « Ce rapport reflète la complexité de l'île, poursuit M. Leduc. Nous y avons beaucoup travaillé. C'est ce que nous voulons utiliser comme base de négociation, si négociation il y a. »

Malgré les politesses, la ministre a toutefois réaffirmé aux maires son intention d'adopter le projet de loi 170 cette semaine. Mais les maires ne désespèrent pas et tentent d'arracher le moindre gain, comptant entre autres sur la cinquantaine d'amendements au projet de loi projetés par la ministre.

« Le peu de marge de manoeuvre qu'il pouvait rester, on a essayé de l'utiliser au maximum, ajoute Michel Leduc. Mais on

n'est pas en train de boire du champagne... »

#### Des amendements mal reçus

Parmi les amendements sommairement annoncés vendredi, ni le plafonnement des hausses de taxes à 5 % pour 10 ans, ni les éclaircissements sur la dette des municipalités — qui demeureront à leur charge —, n'ont ému le maire d'Anjou, Luis Miranda. « Les amendements, ce ne sont que des écritures de correction un peu comme celles des notaires », banalise-t-il.

À Dorval, le maire Peter Yeomans n'est guère plus impressionné. « C'est donc gentil de la part de la ministre ! ironise-t-il. Ces amendements, c'est du peaufinage, c'est tout. »

« Il n'y a dans ces orientations aucune garantie que les arrondissements soient renforcés, déplore le maire de Montréal-Nord, Yves Ryan. Il faut continuer d'insister. »

À défaut de réclamer des pouvoirs de taxa-

tion, M. Ryan souhaite des garanties minimales au chapitre des services de proximité (loisirs, parcs, enlèvement des ordures, etc.). « Afin d'amoinrir le choc pour les citoyens, il faudrait des garanties que ces services soient maintenus pendant quelques années. »

#### Avenir

Unanimes à pourfendre les fusions municipales, les maires de l'île n'en sont pas moins divisés sur la stratégie à adopter devant ce qu'ils appellent le « rouleau compresseur » du gouvernement. Certains, plus modérés, se résignent à avaler que l'île devienne une mégacité de 1,8 million d'habitants mais souhaitent poursuivre les discussions sur la base du rapport Bernard. D'autres promettent la guerre à Québec et n'entendent pas se ranger derrière le comité de transition chargé d'ouvrir la voie à la nouvelle ville. Et d'autres tentent de concilier les

deux positions...

« La période de transition sera troublée, prédit le maire Yeomans. Pour ma part, il n'y aura pas de coopération. Je n'ai aucun intérêt à recevoir les mercenaires du gouvernement. »

Selon le maire d'Anjou, « un front commun populaire est en train de se préparer. Nous ne baisserons pas les bras. »

Plus posé, le maire d'Outremont, Jérôme Unterberg, reconnaît le droit de l'Assemblée nationale d'adopter des lois. « Celle-là s'appliquera. Mais on ne pourra me forcer à travailler contre l'intérêt de mes contribuables. »

Bouder le comité de transition irait à l'encontre de l'intérêt des citoyens, soutient Yves Ryan. « Cette lutte ne serait pas valable. Il y a moyen de ne pas se soumettre de bon gré mais de coopérer quand même. Nous amorçons une profonde période de réflexion. »

## ACTUALITÉS

# Les embryons congelés au coeur d'un débat éthique

ANDRÉ DUCHESNE

La disposition d'un embryon congelé, ce « jumeau de laboratoire » comme l'a qualifié la chanteuse Céline Dion au cours de l'entrevue accordée à Michel Jasmin et diffusée ce soir au réseau TVA, soulève depuis longtemps un vif débat éthique où se croisent les opinions des généticiens, philosophes, théologiens, militants pro-vie et pro-choix.

« Ces embryons sont congelés pour utilisation ultérieure par un couple désirant avoir des enfants. Mais si ce couple n'en veut plus, il a trois choix : détruire l'embryon, le donner à la recherche médicale ou le mettre à la disposition d'un autre couple », explique Seang Lin Tan, directeur du Département d'obstétrique-gynécologie de l'Université McGill et directeur médical du Centre de reproduction à l'hôpital Royal Victoria.

C'est justement l'usage de l'embryon à d'autres fins qui soulève tant de questions d'ordre éthique. Les militants pro-vie par exemple s'opposent farouchement à toute



Photothèque La Presse

Dans son entrevue, Céline Dion — ci-dessus lors de la remise des Juno en mars 1999 — a indiqué avoir promis à sa mère d'« aller chercher » l'embryon mis au congélateur.

forme de destruction ou d'usage scientifique.

« Un être humain l'est à partir du premier moment de sa conception. Créé à partir de la semence humaine, l'embryon va devenir un être pleinement humain. Alors pour nous, la destruction est inacceptable », explique Gilles Gron-

din, président de Campagne Québec-Vie.

Enceinte de sept mois, la chanteuse a également révélé qu'un des embryons issus de la fécondation in vitro de ses ovules par le sperme de son gérant et mari René Angélil est congelé et conservé dans une clinique de fertilité de New York. Cet embryon est âgé de cinq jours.

En contrepoint aux arguments des militants pro-vie, certains croient que la destruction d'embryons âgés de moins de 14 jours est acceptable, parce qu'après cela, l'embryon commence à avoir la structure d'un être humain, avec par exemple l'apparition du système nerveux.

Selon le Dr Tan, il revient aux parents de faire un choix avec les embryons congelés dont ils ne veulent plus faire usage. Ce choix peut cependant être déchirant aux dires de Michel Grenier, président de l'Association québécoise pour la fertilité.

« Je préférerais les détruire, dit ce dernier, père de deux filles dont l'une est née par fécondation in vitro. Ces embryons forment des enfants potentiels à mes yeux et je ne voudrais pas les laisser entre les mains de personne. »

Une bonne partie du débat, on le voit, tourne autour du respect et de la dignité accordés aux embryons.

C'est ce que croit entre autres Jean-Noël Ringuet, professeur de philosophie au collège de Chicoutimi. Ce qui l'inquiète le plus est de voir les frontières de ce respect être constamment repoussées.

« On utilise le terme de pré-embryon pour qualifier un embryon de moins de 14 jours. C'est une façon arbitraire de définir un être humain, de dire Il est moins bon. Ici, on réduit la définition de la personne, de l'être humain. »

## Embryon 101

Mais pourquoi parle-t-on de plusieurs embryons dont certains sont conservés congelés. Un petit cours d'embryon 101 s'impose.

La fécondation in vitro (FIV) comme celle suivie par Mme Dion s'amorce avec une stimulation de l'ovulation par injection d'hormones, de sorte que le corps produit plusieurs ovules (normalement entre 10 et 15 ; 22 dans le cas de la chanteuse) au lieu d'un seul comme c'est généralement le cas lors du cycle menstruel.

Une fois rendu à maturité, ce que les médecins peuvent déterminer par échographie, ces oeufs sont prélevés avec une très fine aiguille et fécondés en laboratoire par le sperme paternel. Normalement, entre 70 et 80 % de ces oeufs sont viables, mais seulement deux ou

trois sont par la suite transférés dans l'utérus de la mère. Ceux qui restent sont congelés, selon la qualité.

« Il y a quatre grades d'embryon. Seuls les grades 1 et 2 sont conservés et peuvent l'être durant 5 ou même 10 ans, dans du nitrogène solide à une température de -196 degrés Celsius », indique le Dr Tan. Les autres (grades 3 et 4) sont détruits car ils mourraient durant la congélation. Les grades sont déterminés par la qualité de la structure des cellules.

Toute cette technique, mise au point en Angleterre, existe depuis 17 ans.

Suivant les pas de l'Église, Campagne Québec-Vie s'oppose à la FIV. « Cela implique une conception en dehors de la façon naturelle », dit Gilles Grondin. Quant à l'idée de congeler un embryon de cinq jours. « Il est indigne de laisser ainsi un être humain seul durant des années. » Dans son entrevue, Céline Dion a indiqué avoir promis à sa mère d'« aller chercher » l'embryon mis au congélateur.

En passant, le « jumeau de laboratoire » de Mme Dion n'en est pas un, assure le Dr Tan. « Par définition, des jumeaux naissent en même temps. Et puis, ce sont deux embryons différents auxquels on a affaire. »

## Bourque poursuit sa tournée

MARTINE ROUX

Afin de tenter de multiplier les appuis au projet « une île une ville », le maire Pierre Bourque a poursuivi hier une tournée des centres commerciaux de la région montréalaise.

Le week-end dernier, le maire accueillait à l'hôtel de ville les Montréalais favorables aux fusions des municipalités de l'île. Il souhaitait recueillir 100 000 signatures d'ici demain, mais les appuis n'ont pas afflué : un peu moins de 30 000 personnes avaient signé la pétition du maire jeudi soir.

Aux grands maux les grands moyens : le maire a reporté le magasinage de Noël pour aller lui-même à l'encontre des Montréalais. Profitant de l'achalandage des centres commerciaux, il faisait hier la tournée de commerces de l'est de l'île, dont le supermarché Loblaws de la rue Sherbrooke Est.

Toujours aussi confiant d'atteindre son objectif à temps, le maire prétend que ses appuis grimpent.

« Vous savez, c'est comme la loto, dit-il. Il y a un moment à la fin, juste avant le tirage. Je suis très content. »

Le visage radieux, le maire de Montréal n'arrêtait pas de serrer la main des Montréalais qui venaient à sa rencontre.

— Ah ! J'ai signé, monsieur le maire ! roucoulait une dame. J'ai bien dit à mon mari de le faire aussi.

La ministre des Affaires municipales, Mme Louise Harel, ayant déjà signifié son intention d'adopter le projet de loi sur les fusions d'ici Noël, l'exercice du maire Bourque ne s'en trouve-t-il pas superflu ?

« Vous verrez, répond-il en esquissant un mystérieux sourire. De toute façon, ça me permet de voir les gens. J'aime le monde, je suis un homme de terrain. »

Quant aux amendements au projet de loi 170 envisagés par la ministre Louise Harel, ils n'effraient pas le maire de Montréal, qui est à la veille de voir son plus cher voeu devenir réalité. « Une île une ville, ce sera mon cadeau de Noël. Je n'ai pas encore sorti le champagne mais ce n'est pas loin. »



Le visage radieux, le maire de Montréal n'arrêtait pas de serrer la main des Montréalais qui venaient à sa rencontre. On le voit à l'oeuvre ci-dessus au marché Loblaws de la rue Sherbrooke Est.

Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

## Blizzard et fortes chutes de neige aux États-Unis

JOSH HOFFNER  
Associated Press

SEATTLE — Plusieurs centaines de milliers de foyers et entreprises étaient toujours sans électricité hier dans une bonne partie du Canada, ainsi que plusieurs dizaines de milliers d'autres dans le centre et le nord-ouest des États-Unis, victimes du blizzard et de fortes chutes de neige.

L'alerte au blizzard était maintenue au Canada, où les autorités conseillaient à la population d'éviter les déplacements. Les transports aériens étaient très perturbés.

Un temps résolument hivernal devait continuer de sévir dans l'ouest des États-Unis, avec des vents pénétrants dans l'Arkansas et le Missouri, du blizzard dans le Dakota du Nord et du Sud et des pluies verglaçantes mêlées de neige à Chicago.

La côte pacifique du nord-ouest du pays se préparait également à de nouvelles chutes de neige, après celles qui, accompagnées de vents soufflant jusqu'à 145km/h, ont privé d'électricité au moins 100 000 foyers et entreprises la veille. « C'est ridicule, en décembre », a estimé Evan Bookbinder, du Service national de météorologie de Springfield.

C'est en Arkansas que la situation était la plus difficile, 90 000 clients étant encore sans courant vendredi soir tandis que des températures pouvant descendre jusqu'à 37 degrés au-dessous de zéro étaient attendues dans la journée d'hier. Plus de 6000 personnes venues de tous les États américains s'employaient à rétablir l'électricité.

La compagnie United Airlines a annulé hier la moitié de ses vols sur l'aéroport international O'Hare. Le météo prévoit des pluies verglaçantes et jusqu'à 5 à 10cm de neige à Chicago, dont le sol est déjà recouvert par endroit par plus de 30cm de neige après les deux tempêtes de la semaine.

Les intempéries ont causé la mort de plus d'une dizaine de personnes, dont cinq en Arkansas, cette semaine. Environ 50 000 clients sont également sans électricité au Texas, principalement dans l'Est de l'État. Dans le Wyoming, le mélange de neige et de vent a provoqué des accidents de la route alors que la température descendait jusqu'à -45 degrés dans le Nord-Ouest. Plusieurs portions d'auto-route ont été fermées. La tempête se dirigeait vers l'Est. En Louisiane, 43 000 personnes étaient privées d'électricité.

| LAC CHAMPLAIN |

## Québec reconduit l'entente tripartite

Associated Press

MONTPELIER, Vermont — Le Québec, le Vermont et l'État de New York ont reconduit de nouveau une entente de coopération vouée à la protection du lac Champlain, dont ils partagent le bassin.

L'entente tripartite est reconduite pour une quatrième fois depuis sa ratification, en 1988. Elle définit la collaboration entre la province et les deux États limitrophes pour améliorer la qualité des eaux du lac Champlain et l'accessibilité au site. « Cet effort de collaboration a donné lieu à des mesures extraordinaires pour faire face, d'une manière globale, aux problèmes qui touchent le lac Champlain », a indiqué le gouverneur du Vermont, Howard Dean.

Le programme conjoint prévoit notamment le maintien de la qualité de l'eau et de l'air dans le bassin, l'accessibilité aux ressources à des fins culturelles ou récréatives, la protection de la faune, le contrôle des espèces nuisibles et la gestion des produits toxiques et dangereux.

« Le lac Champlain constitue une magnifique ressource d'eau internationale, qui requiert une supervision coordonnée pour lui conserver son caractère unique et son intégrité écologique », a indiqué le gouverneur de l'État de New York, George Pataki.



Les intempéries ont provoqué de nombreux accidents dont celui-ci sur l'Interstate 90, près d'Austin. Des secouristes aident un conducteur blessé à sortir de son véhicule renversé.

Photo ASSOCIATED PRESS

| LOGER LES SANS-ABRI |

## La stratégie des gouvernements est boîteuse, selon le FRAPRU

RAYMOND GERVAIS

MALGRÉ LA SIGNATURE d'une entente fédérale-provinciale sur la question des sans-abri, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) affirme que le problème du logement des personnes itinérantes demeure sans réponse, puisque le financement de logements en est spécifiquement exclu.

Le FRAPRU blâme les deux paliers de gouvernement pour la situation dans laquelle les sans-abri se trouvent.

Selon François Saillant, porte-parole de l'organisme de défense des droits, les 60 millions de dollars qu'a reçus le Québec d'Ottawa depuis deux ans, n'auraient pas servi à loger des sans-abri.

Le FRAPRU blâme aussi Ottawa qui a choisi d'investir quelque 268 millions de dollars dans des programmes de subventions à la rénovation domiciliaire privée, plutôt que de diriger les sommes vers le logement social. Même si ces sommes permettent d'améliorer la qualité, la sécurité ou la salu-

brité des logements, elles ne garantissent pas des loyers plus accessibles financièrement aux personnes à plus faible revenu.

Toujours selon l'organisme, un an après l'annonce par le gouvernement Chrétien d'une stratégie canadienne de l'ordre de 753 millions de dollars sur les sans-abri, pas un sou n'aurait encore été utilisé au Québec pour fournir un logement à des personnes sans-abri ou à risque de le devenir.

Le FRAPRU pointe Québec du doigt qui selon lui avait toute la latitude voulue pour se servir des sommes supplémentaires obtenues du fédéral pour développer de véritables logements permanents pour les sans-abri. L'organisme réclame que le gouvernement Bouchard rende des comptes sur son utilisation de l'argent destiné au logement des sans-abri. Le FRAPRU demande au gouvernement de lui prouver que l'argent devant servir au logement des sans-abri n'est tout simplement pas passé à la moulinette des compressions budgétaires qui ont frappé les budgets de la Société d'habitation du Québec au cours des deux dernières années.

## Les propriétaires vont trop loin, estiment les locataires

LES PROPRIÉTAIRES immobiliers exagèrent en invoquant la hausse des coûts de l'énergie pour justifier une hausse du loyer en 2001, juge le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).

Ce sont les hausses des prix du mazout et du gaz qui poussent la Corporation des Propriétaires Immobiliers du Québec (CORPIQ) à militer en faveur d'une hausse de 3 % à 7 % du prix des loyers. Une hérésie, estiment les locataires, puisque 80 % des logements québécois sont chauffés... à l'électricité.

Les recommandations de la Régie du logement pour 2001 se font encore attendre mais

selon les locataires, les hausses devraient être quasi nulles. « Nous tenons à avertir les locataires qu'une telle augmentation « de 3 % à 7 % » n'est pas acceptable », dit le coordonnateur du RCLALQ, Denis Cusson.

Un ménage locataire sur quatre consacre plus de la moitié de ses revenus au logement tandis que le taux de vacance a chuté au point de friser le zéro dans certains quartiers montréalais, tel le Plateau. « Et lorsque les prix du mazout et du gaz baisseront, les loyers ne connaîtront pas une baisse similaire », dit M. Cusson.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

## Sourds, les dalmatiens...

Initier chien-chien à Vivaldi et Beethoven ? Pourquoi pas ! Mais encore faut-il qu'il soit en mesure d'apprécier. Dans sa publicité, la chaîne culturelle de la radio de Radio-Canada a choisi un dalmatien pour jouer les mélomanes. Un animal superbe mais malheureusement souvent... sourd, explique notre collègue, le vétérinaire François Lubrina. Bien qu'ils naissent normaux, ces chiens peuvent développer une surdité d'une ou des deux oreilles, une maladie dégénérative congénitale fréquente chez cette race. Raison de plus pour ne pas céder à la « dalmatiomanie » façon Walt Disney à l'approche des Fêtes...

| AVORTEMENT |

## Morgentaler demande à Ottawa d'intervenir auprès des provinces

CHRIS MORRIS  
Presse Canadienne

FREDERICTON — Le Dr Henry Morgentaler souhaite que le gouvernement fédéral pénalise le Nouveau-Brunswick, le Québec et d'autres provinces qui, selon lui, enfreignent les dispositions de la Loi canadienne sur la santé en matière d'avortement.

Dans une lettre au ton mordant adressée vendredi à Bernard Lord, premier ministre du Nouveau-Brunswick, le médecin affirme qu'en refusant de payer les avortements pratiqués à sa clinique de Fredericton, la province persécute les femmes tout en violant les principes de l'accessibilité et de l'universalité garantis par la législation canadienne.

« Vos politiques misogynes, contre le droit de choisir, qui visent certaines femmes ne seront plus tolérées », a écrit M. Morgentaler.

« Dans une province présentant un taux élevé de violence contre les femmes, incluant le viol et de nombreuses grossesses involontaires,

vos politiques gouvernementales lancent le message qu'il est en quelque sorte acceptable de faire du mal aux femmes. C'est une honte », a-t-il ajouté.

Lors d'une entrevue accordée depuis son établissement torontois, M. Morgentaler a affirmé que le Nouveau-Brunswick n'était pas la seule province coupable. Il a également accusé le Québec, la Nouvelle-Écosse et le Manitoba de refuser de subventionner pleinement les avortements pratiqués en clinique privée, pressant le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, de faire quelque chose à cet égard.

Dennis Furlong, ministre de la Santé du Nouveau-Brunswick, ne s'est montré aucunement impressionné par la missive transmise par le médecin. « Ce ne devait pas être sa journée, a-t-il laissé tomber. Cette lettre est très acerbe. »

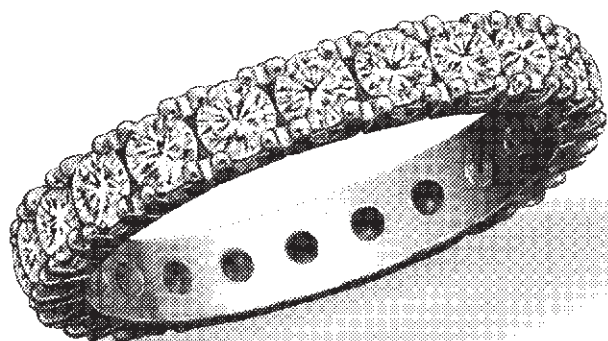
M. Furlong a indiqué que la politique du Nouveau-Brunswick en matière d'avortement était en place depuis au moins 14 ans, et qu'elle n'avait donné lieu à aucune plainte de la part d'Ottawa. Il a ajouté ne

voir aucune raison valable de la modifier en ce moment.

« Pourquoi n'avoir rien entendu à ce sujet avant maintenant ? », s'est demandé le ministre. De toute évidence, si nous sommes en contravention, nous le sommes depuis au moins 14 ans. Pourquoi est-ce un enjeu maintenant, mais pas il y a quelques années ? »

M. Morgentaler a par ailleurs dit ne pas comprendre pourquoi le ministre Rock avait été si lent à réagir dans ce dossier. Toutefois, les libéraux fédéraux ayant remporté une troisième majorité aux Communes, et l'Alliance canadienne ayant eu peu de succès avec son message contre l'avortement, il est désormais temps d'intervenir contre les provinces ne respectant pas la loi. Plus tôt cette semaine, M. Rock s'était dit préoccupé par le refus du Nouveau-Brunswick de couvrir les frais des avortements pratiqués en clinique privée. Il avait alors indiqué vouloir soulever la question auprès de son homologue provincial.

Passez l'éternité...



à son doigt.<sup>MD</sup>

JONC ÉTERNITÉ, DIAMANTS ET OR 14K, SEULEMENT 599 \$  
(PRIX D'ÉVALUATION 800 \$)

RIEN À PAYER AVANT 6 MOIS  
(sur approbation du crédit)



937, rue Bélanger, Montréal 514.948.1212  
Ouvert le dimanche de 12h à 17h

2017237

# Êtes-vous un Montréalais ?



**STÉPHANE LAPORTE**  
collaboration spéciale

Le maire Bourque dit que tous les habitants de l'île sont des Montréalais, les maires des villes de banlieue disent que non. Sommes-nous des Montréalais ou n'en sommes-nous pas ? On ne le sait pas. On ne le sait plus. Voici un test très scientifique qui nous permettra de savoir enfin si on en est un ou non.

1. Avez-vous déjà perdu votre voiture dans un nid de poule ?
2. Après la tempête de cette semaine, votre rue sera-t-elle déneigée à temps pour le Festival de jazz ?
3. Êtes-vous un farouche et indestructible partisan du Canadien de Montréal seulement quand ils gagnent ?
4. Quand un piéton essaie de traverser la rue, foncez-vous dessus ?
5. Quand vous dites « Maurice Rocket Richard restait à Montréal », roulez-vous vous ?
6. Le nom de votre rue est-il mentionné à au

**Avez-vous mal au coeur chaque fois que vous devez signaler 4-5-0 ?**

7. Avez-vous déjà dû hypothéquer votre maison pour avoir des sous pour les parcourètes ?
8. Pensez-vous que le reste du Québec ouvre seulement durant les deux dernières semaines de juillet ?
9. Quand il y a les tam tams sur le Mont-Royal, l'été, est-ce que ça sent la drogue juste dans votre cour ?
10. Avez-vous plein de sacs blancs dans votre maison, et vous ne savez pas quoi faire avec parce que vous n'avez pas le droit de les mettre aux vidanges ?
11. Quand un touriste vous demande une information, lui répondez-vous : « Tasse-toé ! » ?
12. Avez-vous déjà monté les marches de l'Oratoire sur les genoux et descendu celle de chez vous l'hiver sur le cul ?
13. Sacrez-vous au moins deux fois par jour contre les cols bleus ?
14. Quand vous allez à Québec, les trouvez-vous colons ?
15. N'avez-vous toujours pas compris ce qu'il y a d'écrit sur le panneau de stationnement juste en face de chez vous ?
16. Connaissez-vous quelqu'un qui connaît quelqu'un qui est déjà allé à un match des Expos ?
17. Avez-vous déjà été figurant dans un film américain plate ?

18. Quand vous entrez à Montréal via le pont Champlain et que vous voyez Montréal dans toute sa splendeur, vous exclamez vous : « Wow ! Comme c'est beau ! » ?
19. Quand une heure plus tard, vous êtes toujours au même endroit sur le pont Champlain, vous exclamez-vous : « Maudit tabarnak ! »
20. Savez-vous qui est le sieur de Maisonneuve ? (Non, c'est pas le barbu qui anime à RDI !)
21. Ignorez-vous le nom de votre voisin ?
22. Êtes-vous toujours certain que le but d'Alain Côté n'était pas bon ?
23. Avez-vous mal au coeur chaque fois que vous devez signaler 4-5-0 ?
24. Êtes-vous un farouche et indestructible partisan des Alouettes de Montréal jusqu'à temps qu'ils perdent ?
25. Êtes-vous tanné d'entendre parler des fusions ?

**Êtes-vous un farouche et indestructible partisan du Canadien de Montréal seulement quand ils gagnent ?**

Al Gore a déclaré : « Même si j'ai perdu, le peuple américain peut compter sur moi. Ils peuvent même recompter sur moi ! »

Dave Hilton est maintenant champion du monde ! Il va donner des entrevues à des journalistes de partout dans le monde. Bonne chance les boys ! Nous ça fait 20 ans qu'on l'écoute, pis on comprend toujours pas ce qu'il dit.

Bell va acheter le Canadien. Bonjour Toto !

Permettez-moi de faire une Francine Grimaldi de moi-même et de souligner un anniversaire. Mon ami André-Philippe a 40 ans aujourd'hui. Bonne fête André ! Beaucoup de bonheur. Tu imites bien mais c'est quand tu es toi, que tu es le meilleur !

## Pêche aux petits poissons des chenaux: dès le lendemain de Noël

RAYMOND GERVAIS

LA TRADITIONNELLE pêche aux petits poissons des chenaux sur la rivière Sainte-Anne, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, débutera comme prévu le lendemain de Noël cette année.

La petite rivière sinueuse est déjà recouverte de glace et les pourvoyeurs sont en train d'installer les poteaux servant à supporter les lignes électriques et téléphoniques. Les premiers chalets seront installés à compter du 19 décembre et Guy-Paul Brouillette, président de l'Association des pourvoyeurs de pêche des petits poissons des chenaux estime que quelque 200 à 250 chalets seront installés pour l'ouverture de la pêche le 26 décembre, laquelle se poursuivra jusqu'au 15 février si la température le permet.

Cette année, le froid a favorisé les organisateurs et la saison est en avance de plus d'une semaine. L'an dernier, la rivière n'avait gelé que le 23 décembre et les pourvoyeurs n'avaient eu accès à la rivière que très timidement entre Noël et le jour de l'An.

Cette année de nouvelles activités s'ajouteront à celles qui existent déjà et qui entourent l'activité de pêche.

L'Association des chefs cuisiniers de la Mauricie organise une soirée de découvertes gourmandes. Les chefs ont concocté une nouvelle recette gastronomique avec le poullamon et la présenteront lors d'un repas gastronomique de six services servi à Sainte-Anne-de-la-Pérade le 3 février prochain. En plus du poisson, du bison, de l'autruche et des desserts à base de pommes seront servis.

Un symposium de sculpture sur neige qui se tiendra le 21 janvier, rendra hommage à l'industrie forestière de la Mauricie.

L'an dernier, quelque 100 000 personnes se sont rendues à Sainte-Anne-de-la-Pérade taquiner le poullamon.

**PROFITEZ DU SOLDE APRÈS NOËL DE HYUNDAI DÈS MAINTENANT... ET CHOISISSEZ VOTRE CADEAU!**

**L'ACCENT GS 2001**  
À PARTIR DE **169\$\*** PAR MOIS

**0\$ COMPTANT**  
**0\$ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS**  
**0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

**FINANCIEMENT 0% DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS**

**LA SONATA GL 2001**  
À PARTIR DE **229\$\*\*** PAR MOIS

**GARANTIE 5 ANS**  
L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)  
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

**LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL**

**HYUNDAI UN ESSAI VOUS CONVAINCRA**

**ACHETEZ LE TÉLÉPHONE... ET EXPÉDIEZ-LE GRATUITEMENT!**

**À partir de 99,99\$**

**C'est tout un Noël Xpresspost! Pour un temps limité, achetez un téléphone sans fil prépayé chez Postes Canada et expédiez-le GRATUITEMENT\* avec Xpresspost. Envoyer à cette personne spéciale l'un des cadeaux les plus courus pour les fêtes n'a jamais été aussi facile... grâce à Postes Canada.**

**ma POSTE À MOI**  
Des timbres et bien plus!

**PARLÉZ Sojo Clearnet Payez & Payez fidomatic**

\* Disponible seulement dans les Bureaux de poste participants. Jusqu'à l'épuisement des stocks. Ne peut être combinée à aucune autre offre. Détails sur place. Expédition gratuite avec Xpresspost au Canada seulement.  
MC Parlez à la carte est une marque de commerce de Rogers Sans-fil inc. - Rogers Communications inc. Utilisée sous licence.  
MC Solo est une marque de commerce de Nortel Networks utilisée sous licence par Bell Mobility.  
MC Les logos Clearnet et Payez et Parlez sont des marques de commerce utilisées sous licence par Clearnet Communications inc.  
MC Fidomatic est une marque de commerce de Microcell Solutions inc.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

## Tchou! Tchou!

Irving-Moroz Kyle, 12 ans, un jeune modéliste membre des Vaporistes de Montréal, apporte la dernière touche à sa locomotive à vapeur qu'on peut admirer dans le cadre de l'exposition de trains miniatures qui se tient au cours du week-end à l'Hippodrome de Montréal au profit de l'organisme de charité Jeunesse au Soleil.

## EN BREF

### Collision mortelle

UN ACCIDENT DE LA ROUTE a fait une victime hier midi, à Saint-Calixte, dans la région de Lanaudière. Le passager d'une petite voiture est décédé lors d'une collision avec un camion-citerne survenue sur la route 335, entre Saint-Calixte et Saint-Lin.

Presse Canadienne

### Accident de motoneige

UN MOTONEIGISTE DE 19 ANS, Sébastien Frenoy, est mort vers 2h10 hier, en Abitibi, après avoir perdu la maîtrise de son engin sur le chemin Sullivan, à Sullivan près de Val-d'Or. Selon la Sûreté du Québec, le motoneigiste circulait sur la voie publique lorsque, pour une raison inconnue, il a percuté une glissière en bordure de la route. Sous l'impact, le jeune homme a été éjecté et projeté sur un poteau. Il serait mort sur le coup et la vitesse pourrait expliquer l'accident. Des prélèvements sanguins ont été demandés afin de déterminer si l'alcool ou d'autres substances pourraient avoir joué un rôle dans l'accident.

La Presse

### Foyer évacué

UNE RÉSIDENCE POUR personnes en perte d'autonomie de Waterloo, en Estrie, a été évacuée vers 1h hier, lorsqu'un incendie s'est déclaré au sous-sol de l'édifice situé au 600, rue Eastern. Une chandelle aromatique allumée par un résidant serait à l'origine du sinistre. Les pompiers et policiers de la municipalité sont intervenus rapidement afin d'évacuer tous les pensionnaires. Personne n'a été blessé et les dégâts ont surtout été causés par l'eau et la fumée. Les personnes évacuées ont été hébergées dans un établissement hôtelier de Granby.

La Presse

### Automobiliste grièvement blessé

UN AUTOMOBILISTE DE 90 ANS reposait hier soir entre la vie et la mort à l'hôpital après avoir été blessé grièvement dans un accident de la circulation survenu en début de soirée sur le boulevard Gouin à l'intersection de la rue Filion. L'accident s'est produit lorsque le nonagénaire a perdu la maîtrise de son véhicule qui est entré en collision frontale avec une autre automobile dans laquelle prenait place une femme de 33 ans et ses deux enfants âgés de 4 et 12 ans. La femme et les deux enfants ont été blessés légèrement. L'automobile de l'homme a pris feu après la collision et c'est un policier de la CUM du Centre opérationnel ouest qui a réussi à sortir l'automobiliste du véhicule en flammes en brisant une vitre. Le policier a été légèrement incommodé par des gaz toxiques.

La Presse

### Tornade en Alabama

CINQ PERSONNES ont été tuées et 31 blessées hier après le passage d'une tornade à Tuscaloosa, dans l'État de l'Alabama, a annoncé un porte-parole des services d'urgence de la Ville. Selon le porte-parole Don Hartley, la tornade a frappé la ville à 12h57 locales. Environ une douzaine de maisons ont été endommagées, dont certaines de manière importante, par la tornade. Les secours ont mis fin aux recherches d'éventuelles victimes. Les tornades touchent cette région principalement en été et au début de l'automne. « Naturellement, à cette époque de l'année, quand les gens sont ici et là, il est difficile de faire passer les informations à toutes les personnes concernées », a relevé Don Hartley.

Agence France-Presse

## loto-québec

<b>6/49</b> Tirage du 2000-12-16	<b>Onébec 49</b> Tirage du 2000-12-16
04 17 27 33 34 45 Numéro complémentaire: 42	17 18 23 25 30 35 Numéro complémentaire: 29

<b>Promotion Double Jeu*</b> Tirage du 2000-12-16	02 07 10 30
*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.	

<b>Banco</b> Tirage du 2000-12-16	<b>Quotidien</b> Tirage du 2000-12-16	<b>Extra</b> Tirage du 2000-12-16
08 09 10 12 14 20 21 22 27 29 31 32 50 53 56 63 64 65 68 70	3 4 549 4992	236138 100 000 \$ <b>Extra</b> Tirage du 2000-12-15 876878 100 000 \$

<b>LOTTO SUPER 7</b> Tirage du 2000-12-15	GAGNANTS	LOTS
11 16 19 28 36 44 46 Numéro complémentaire: 39	7/7 0 6/7+ 3 6/7 94 5/7 6 635 4/7 143 561 3/7+ 129 979	10 000 000,00 \$ 107 200,10 \$ 2 993,60 \$ 151,40 \$ 10,00 \$ 10,00 \$
Ventes totales: 17 398 554 \$ Prochain gros lot (approx.): 12 500 000 \$	3/7 1 193 273	partic. gratuite

### Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, le réseau des tirages

## La dernière innovation en écriture de



39\$

Le stylo de poche à gel d'encre ION conçu également pour se porter au cou, dans votre sac à main ou votre porte-documents.



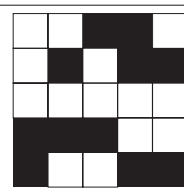
Choix de 6 couleurs d'encre

Les plus grandes marques aux meilleurs prix

**BOUTIQUE DU Stylo**  
 ■ 977, rue Sainte-Catherine Ouest  
 ■ Montréal (niveau métro à la Maison Simons)  
 ■ Carrefour Laval, Promenades Saint-Bruno  
 ■ Place Laurier (Sainte-Foy)  
 Tél. : (514) 284-1295  
 www.stylo.qc.ca

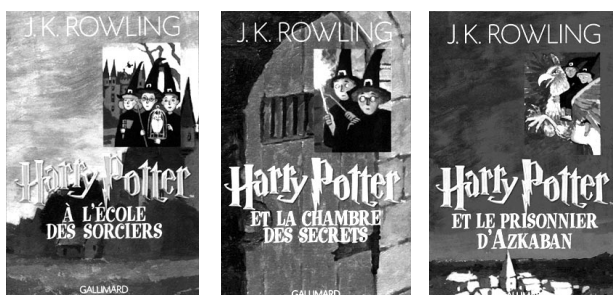
## Spécial pour les mordus...

# LA GRILLE DE Harry Potter



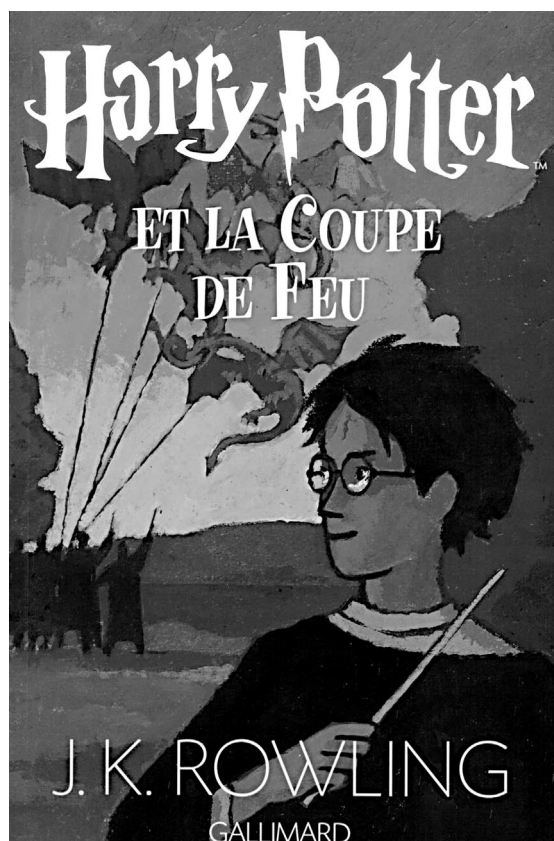
**La Presse**  
cyberpresse.ca

20 gagnants mériteront les quatre premiers volumes d'Harry Potter.



Dimanche prochain !

Gallimard



## RAYMOND WEIL GENEVE



Parsifal

Au fil du temps

**EVEREST** CHERRAKA  
Joaillerie - Bijouterie Depuis 1950

8910, boulevard Lajeunesse Montréal (514) 388-5358 Crémazie

**CENTRE LA MER**  
Pour le poisson le plus frais

**Plus de 200 variétés provenant des quatre coins du monde**

Service d'apprêt de poisson  
Service d'emballage sous vide  
Service de cuisson d'homard

Restauration  
Table d'hôte midi et soir  
Au 2<sup>e</sup> étage : Buffet à volonté, les vendredis et samedis soirs

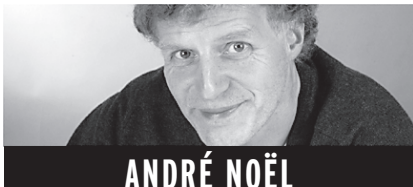
Sush Express  
**Plateau pour emporter**

**CERTIFICAT CADEAUX DISPONIBLES**  
www.lamer.ca  
Ouvert tous les jours  
Stationnement • Papineau / coin René-Lévesque Est

La nouvelle, éventée la semaine dernière, a secoué les citoyens du Québec. Grâce à des taupes, les groupes de motards des Hells Angels et des Rock Machine ont eu accès à des renseignements confidentiels de la Société de l'assurance-automobile du Québec (SAAQ). Des 11 personnes dont les dossiers ont ainsi été visités illégalement, trois ont été assassinées et quatre autres ont été victimes d'une tentative de meurtre. Le débat autour de la protection des renseignements personnels prend soudainement une nouvelle tournure. Dans le dernier reportage de notre série, La Presse examine l'accès aux banques de données policières.

# Le CRPQ, une passoire?

Un très grand nombre d'agences et de personnes ont accès à la banque de données de la police



ANDRÉ NOËL

La découverte de taupes des gangs de motards à la Société de l'assurance automobile du Québec – des sympathisants qui consultent des banques de données tout à fait confidentielles –, a fait couler beaucoup d'encre depuis deux semaines. Mais il existe une banque de données bien plus sensible : celle de la police. Et certains policiers ne se gênent pas pour y puiser des renseignements qui n'ont rien à voir avec leur travail.

La banque du Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ) constitue un ensemble d'applications spécialisées et d'interconnexions comprenant plusieurs fichiers renfermant des références à des événements criminels ou non criminels, où l'intervention policière a été requise.

En 1997, un enquêteur de la Commission d'accès à l'information, Bernard Dionne, s'est intéressé à ce mégafichier. « On y trouve des renseignements nominatifs sur : les plaignants, les témoins pertinents, les suspects, les victimes, les prévenus, les biens

volés, le contrôle des armes à feu, les permis d'alcool, les permis d'agents d'investigation et de sécurité, etc. Le CRPQ contient environ six millions de dossiers », notait M. Dionne.

Le CRPQ est en lien direct avec les fichiers de la SAAQ, ceux du Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et du réseau justice. Tous les corps policiers du Québec et les agences accréditées CIPC (police ontarienne, GRC, Interpol, Douanes Canada, etc.) via le réseau CIPC, ont un accès direct au CRPQ.

Les contrôleurs routiers de la SAAQ ont un accès à la messagerie externe du CIPC pour leur permettre d'accéder au fichier américain des plaques automobiles. Les services correctionnels du ministère de la Sécurité publique ont accès à la messagerie du CRPQ. Les agents de la faune du ministère de l'Environnement et de la Faune ainsi qu'Hydro-Québec ont un accès indirect au réseau du CRPQ (appel téléphonique). En 1996, on a dénombré 61 millions de transactions et de consultations au CRPQ !

« Le système est sécuritaire, assure André Bouchard, commandant des crimes majeurs au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Pour y avoir accès, un policier doit utiliser un code spécial et son numéro personnalisé à trois endroits. Ça laisse des traces. Si le policier fait des recherches qu'il n'a pas à faire, il peut être suspendu.

« Les entrées dépendent du niveau de sécurité. Les policiers des sections spécialisées reçoivent un code personnel spécial. Par exemple, j'ai un code de SPS — *Single Print Section* — qui me permet de sa-

voir si une personne est recherchée. Si je veux avoir des informations sur l'Ontario, je dois faire ma demande aux techniciens. »

Les tentations sont grandes, pour certains policiers, d'utiliser le CRPQ à des fins étrangères à leurs fonctions. C'est ce qui est arrivé à Ronald Montpetit, un ancien inspecteur-chef de la police de Laval, à qui le comité exécutif de la Ville vient de donner près de 150 000 \$ pour le convaincre de démissionner.

Ronald Montpetit, ancien responsable des enquêtes criminelles, a accepté à deux reprises des demandes particulières du TOPS Resto-Bar de Laval, propriété de l'homme d'affaires Antonio Accurso. Le tenancier et ses gérants voulaient en savoir plus sur 26 personnes qui avaient postulé un emploi à différents postes.

M. Montpetit a confié le travail de vérification au service de renseignements criminels de la police de Laval. Cette affaire a éclaté au grand jour tout à fait par hasard. L'ancien policier a été réprimandé par le Comité de déontologie poli-

cière et suspendu pendant 60 jours.

### Coup de tête

Dans d'autres cas, des policiers utilisent le CRPQ à la suite d'un simple coup de tête. Les affaires émergent rarement dans le public.

Le 25 juin 1993, Raymond Lacroix, un chauffeur d'autobus de la Société de transport de l'Outaouais, se dépêche pour arriver au travail. Ce faisant, il coupe la voie à un véhicule conduit par Jean Bilodeau, un agent de la Sûreté du Québec qui se rend lui aussi à son travail.

M. Bilodeau ne porte pas son uniforme. Néanmoins, il approche son véhicule de celui de M. Lacroix et lui montre son écusson. M. Lacroix l'envoie paître et continue son chemin. L'agent Bilodeau note son numéro de plaque d'immatriculation. Une fois au poste, il consulte le CRPQ. Il découvre son identité

L'agent et un collègue se rendent sur les lieux de travail de M. Lacroix. Ils voudraient bien l'amener au poste, mais ce dernier ne se laisse pas faire et il est dans son bon droit. L'agent Bilodeau dressera six constats d'infraction, totalisant des amendes de 730 \$ et 16 points d'inaptitude.

Ce n'est pas tout. Le policier envoie une copie des constats à la supérieure du chauffeur d'autobus, qui trouve cette initiative très « bizarre ». Une initiative qui amènera d'ailleurs le Comité de déontologie policière à sanctionner le policier.

### Une passoire ?

En juin 1998, l'ancien président de la Commission d'accès à l'information (CAI), Paul-André Comeau, publiait le rapport d'une vérification réalisée dans une vingtaine de ministères. On apprenait notamment que le système de renseignements de la Sûreté du Québec (qui est responsable du CRPQ) était configuré de telle manière qu'il était techniquement possible, selon M. Comeau, que des motards criminels y aient accès par une simple ligne téléphonique.

Bernard Dionne, l'enquêteur de la CAI, avait conclu ceci : « Dans le système du CRPQ, les outils actuels n'assurent pas que seules les personnes accréditées ont accès au système. L'absence d'un code d'identité personnel et d'un mot de passe lors de l'accès au réseau CRPQ en sont la cause. »

« Bien que l'organisme (la SQ) sécurise l'accès à ses ressources, les outils utilisés ne sont pas pleinement efficaces à cause de l'absence d'un code d'identité et d'un mot de passe personnalisé à un individu. Le système du CRPQ ne permet pas de s'assurer de l'identité du demandeur. »

Les corps policiers affirment que ces failles ont été colmatées. Mais aucune enquête indépendante n'a été menée récemment pour s'en assurer.

## PÊCHE AU HOMARD

# Des Micmacs poursuivent Ottawa

Ils réclament une indemnité pour les bateaux et les casiers saisis

Presse Canadienne

HALIFAX — Une bande autochtone du centre de la Nouvelle-Écosse vient d'intenter une poursuite contre le gouvernement fédéral, lui reprochant la saisie de bateaux et de matériel de pêche, l'été dernier.

La bande micmaque Schubencadie, d'Indian Brook, espère obtenir une indemnité pour les huit bateaux et les quelque 2000 casiers à homard saisis par les agents du ministère des Pêches et Océans, pendant la saison de la pêche, dans la baie St. Mary.

Elle demande en outre à la Cour fédérale de déclarer inconstitutionnelle la Loi sur les pêches et d'interdire toute autre saisie.

Le ministère des Pêches et Océans tente de réglementer la pêche autochtone dans la région depuis l'an dernier, alors que la Cour

suprême du Canada a rendu une décision accordant aux autochtones des droits accrus dans le cadre d'une pêche commerciale réglementée.

Le texte de la réclamation ne précise encore aucun montant d'argent. « Nous recevons des déclarations de tous nos pêcheurs nous précisant la valeur des revenus perdus », a expliqué le chef de la bande Schubencadie, Reg Maloney.

La bande avance que la Cour suprême a confirmé les droits de pêche octroyés par traité aux autochtones.

Il a été impossible d'obtenir les commentaires de responsables du ministère des Pêches et Océans.

M. Maloney a indiqué que sa bande n'était pas disposée à reconnaître les ententes passées avec les autochtones en ce qui a

trait aux activités de pêche, préférant faire valoir devant les tribunaux le droit des autochtones à l'autonomie en terme de pêcheries.

« Le gouvernement fédéral doit nous consulter avant de nous imposer toutes sortes de restrictions », a déclaré le chef autochtone.

La question des droits de pêche a donné lieu à de multiples confrontations entre au-

tochtones et agents du ministère des Pêches et Océans au large de la Nouvelle-Écosse et du nord-est du Nouveau-Brunswick.

En septembre, la Cour fédérale a refusé d'accorder à la première nation Indian Brook une injonction qui aurait empêché les agents fédéraux de saisir casiers à homard et autre matériel.

**Super Solde NOËL Économisez Jusqu'à 75%**

Juste à temps pour vos cadeaux et réceptions des Fêtes

<p><b>Chandelles ivroires classiques</b> 3 x 3 1,99 \$ 3 x 6 3,99 \$ 3 x 9 5,99 \$ 4 x 4 4,99 \$ 6 x 6 7,99 \$ Cour. 29,99 \$</p>	<p><b>Ens. de 4 verres à pied Bormioli dimensions variées</b> <b>\$12<sup>99</sup></b> Cour. 39,99 \$</p>	<p><b>Service à pâtes alimentaires</b> 5 pièces, grand bol de 12 po et 4 bols individuels de 8 po <b>\$14<sup>99</sup></b> Cour. 59,99 \$</p>	<p><b>Service à pâtes et cuiseur polyvalent</b> 4 pièces en acier inoxydable lourd <b>\$59<sup>99</sup></b> Cour. 149,99 \$</p>
<p><b>Sélection de chandeliers en fer forgé</b> <b>\$14<sup>99</sup></b> Cour. 29,99 \$</p>	<p><b>Porte-couteaux et couteaux</b> 15 pièces <b>\$69<sup>99</sup></b> Cour. 149,99 \$</p>	<p><b>Accessoires de service de Noël en céramique</b> <b>\$12<sup>99</sup></b> Cour. 39,99 \$</p>	<p><b>Service de vaisselle de Noël de 47 pièces</b> <b>\$79<sup>99</sup></b> Cour. 249,99 \$</p>
<p><b>Batterie de cuisine antiadhésive</b> 10 pièces Silverstone de Philippe Richard <b>\$99<sup>99</sup></b> Cour. à 299,99 \$</p>	<p><b>Batterie de cuisine Carrera 10 pièces en acier inoxydable lourd 18/10</b> <b>\$249<sup>99</sup></b> Cour. 599,99 \$</p> <p style="text-align: center;"><b>GRATUITE Marmite VALEUR 100 \$</b></p> <p style="text-align: center;">Recevez une marmite assortie de 16 pintes à l'achat d'une batterie de 10 pièces Carrera</p>	<p><b>Service de Couverts 72 pièces en acier inoxydable 18/10</b> Design Solingen comprend 12 Accessoires de service <b>\$99<sup>99</sup></b> Cour. 459,99 \$</p>	

**BENIX & CO. 7335 BOUL. DÉCARIE 3213 AUTOROUTE 440**

IMPORTATEUR D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ  
Horaire des Fêtes  
Lun. - vend. 10 h à 21 h.  
Sam. 9 h à 17 h. Dim. 10 h à 17 h.  
Magasinez tôt pour un meilleur choix.  
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

**LE FAUBOURG - STE. CATHERINE**

**ROLEX**

**GMT-Master II en acier**

**EVEREST**  
Joaillerie-Bijouterie Depuis 1950

Nous sommes fiers d'être votre bijoutier autorisé Rolex.  
8910, boulevard Lajeunesse Montréal (514) 388-5358

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS MAINTENANT

## Repas complet pour Noël — \$1,97

Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ou d'autres services essentiels aux personnes qui ont faim, qui sont sans abri et qui souffrent dans la région de Montréal en cette période de Noël.

Pour seulement \$1,97, vous pouvez procurer un repas chaud ou d'autres services vitaux qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

\$19,70 pour aider 10 personnes     \$39,40 pour aider 20 personnes  
 \$59,10 pour aider 30 personnes     \$78,80 pour aider 40 personnes  
 \$197 pour fournir 100 repas ou des services essentiels  
 \$\_\_\_\_\_ pour aider autant de personnes que possible

Pour facturer votre don sur votre carte de crédit Visa/MasterCard, veuillez appeler au 514-523-5288.

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt vous sera expédié par la poste.

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_  
 Ville/Prov./Code Postal \_\_\_\_\_  
 Téléphone(\_\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

Veuillez faire votre chèque payable à:  
**LA MISSION BON ACCUEIL**  
 C.P. 894, Succursale A, Dépt. 51274  
 Montréal, QC H3C 2V8  
 Situé au: 1490 Saint-Antoine Ouest  
 www.mbawhm.com

NOTRE 108 IÈME ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL



Photo La Presse ©

Économiste de la santé à l'OCDE, le Britannique Jeremy Hurst souligne que malgré le mécontentement suscité dans plusieurs pays par les compressions budgétaires, les gens, les Canadiens notamment, ne se sont jamais si bien portés.

## « Il y a eu des compressions, big deal ! »

Un spécialiste de l'OCDE comprend mal la panique au sujet du système de santé canadien



ANDRÉ PRATTE

**C**hef de la division des politiques de santé à l'OCDE, Jeremy Hurst ne cache pas son étonnement quand on lui rapporte l'intensité du débat concernant le système de santé au Canada, notamment au cours de la dernière campagne électorale.

« C'est plutôt intrigant pour un étranger d'entendre cela, parce que personne ne nous a dit que les caractéristiques les plus importantes du système canadien, comme l'accessibilité pour tous les Canadiens et la portabilité d'une province à l'autre, avaient changé ! Il y a eu des compressions budgétaires, la belle affaire (big deal) ! Beaucoup d'autres pays ont subi des compressions budgétaires. Ça veut dire que vous devez attendre plus longtemps aux urgences, et que des queues apparaissent pour les remplacements de hanche. Des gens doivent attendre trois mois, mais selon ce que j'en sais, ça ne pose pas un problème médical d'attendre quelques mois pour le remplacement d'une hanche. D'où je suis (aux bureaux de l'OCDE à Paris), il ne semble pas que des dommages importants ont été infligés au système de santé canadien. »

Jeremy Hurst l'admet d'emblée, il ne sait pas tout ce qui se passe dans les hôpitaux canadiens. Mais du siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques, où il est arrivé il y a 18 mois après plus de 20 ans comme analyste au National Health Service anglais, il est en mesure de situer nos problèmes par rapport à ceux que vivent d'autres pays développés. Ce qui le porte, naturellement, à relativiser.

« Je suppose qu'il y a des gens au Canada qui, de temps en temps, vous rappellent que les Canadiens n'ont jamais été en meilleure santé qu'aujourd'hui, ironise l'économiste de la santé quand on lui parle de la grogne canadienne. Que l'état de santé des Canadiens s'améliore d'année en année ? Que le nombre de personnes qui sont soignées, et à qui on offre de nouveaux traitements, grimpe sans cesse ? Les choses vont donc mieux, même si les gens ont l'impression que ce n'est pas suffisant. »

Jeremy Hurst vient de publier un article sur les défis qu'auront à relever les systèmes de santé des pays de l'OCDE, dans le Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé. La Presse l'a interrogé la semaine dernière :

**Q La Presse : Est-ce qu'ailleurs qu'au Canada, il y a aussi cette impression que le système de santé est rendu à un tournant ?**

**R Jeremy Hurst :** De façon générale, les pressions qui s'exercent sur les systèmes de santé sont très similaires dans tous les pays de l'OCDE. Évidemment, les situations varient, et certains pays semblent s'en tirer mieux que d'autres. Mais cette question est partout controversée, et cause des problèmes à tous les gouvernements.

**Q Le débat est-il aussi émotif qu'il l'est au Canada ?**

**R** Je n'en suis pas sûr, parce que je n'ai pas fait l'expérience directe du débat canadien. J'en ai seulement entendu parler. Je vois cela à distance. À la fin des années 1980, le Canada était dans une situation assez remarquable, puisque c'était le pays de l'OCDE où, selon un sondage international, les gens étaient les plus satisfaits de leur système de santé. Tout le monde pensait que le Canada était un modèle. Cela a changé. Dans les enquêtes subséquentes, le degré de satisfaction des Canadiens a baissé de façon assez brusque. De sorte qu'on peut dire aujourd'hui que le Canada a rejoint les autres pays, ses citoyens étant plutôt insatisfaits de l'état de leur système de santé. Bienvenue dans le club des mécontents !

**Q Ce que les citoyens canadiens voient, ce sont tous ces gens couchés dans les couloirs des urgences, et ces longues listes d'attente pour certains traitements. C'est pour cela qu'ils sont insatisfaits. Cela existe-t-il ailleurs ?**

**R** Oui. Les longues attentes dans les urgences sont un phénomène généralisé, voire universel, au moins à certains moments de la semaine ou de l'année. Partout, les urgences des grands hôpitaux ont beaucoup de mal durant les mois d'hiver. C'est facile à comprendre. Lorsqu'il y a une épidémie de grippe, la demande de soins augmente, tandis qu'une partie du personnel est aussi malade !

**Q Mais on a l'impression que le phénomène est devenu permanent. Comme s'il y avait trop de patients pour ce que le système peut absorber.**

**R** Nous n'avons pas, ici à Paris, de données détaillées sur ce qui se passe dans les urgences semaine après semaine. Je peux seulement vous donner mes impressions. Je crois que les gens attendent de plus en plus du sys-

tème de santé. Plus de gens se tournent vers les hôpitaux pour des traitements d'urgence, et il se peut qu'il y ait plus de personnes se dirigeant à l'hôpital chaque jour que ce n'était le cas il y a 10 ou 20 ans. Au même moment, parce que les gouvernements de l'OCDE ont voulu éviter des hausses de taxes, ou même réduire les taxes, ils ont commencé à faire des économies dans leur système de santé.

**Q Vous écrivez que les tentatives de réforme du système de santé ont souvent déçu leurs instigateurs.**

**R** Je parlais des efforts pour augmenter l'efficacité des systèmes de santé, d'offrir des services de meilleure qualité sans dépenser davantage. Beaucoup de gouvernements ont tenté des réformes de ce genre. En Europe, on a voulu introduire de la compétition entre les établissements, pour que les patients puissent choisir leur hôpital, comme cela existe, je crois, au Canada. Mais cela n'a pas produit l'augmentation d'efficacité qu'on espérait.

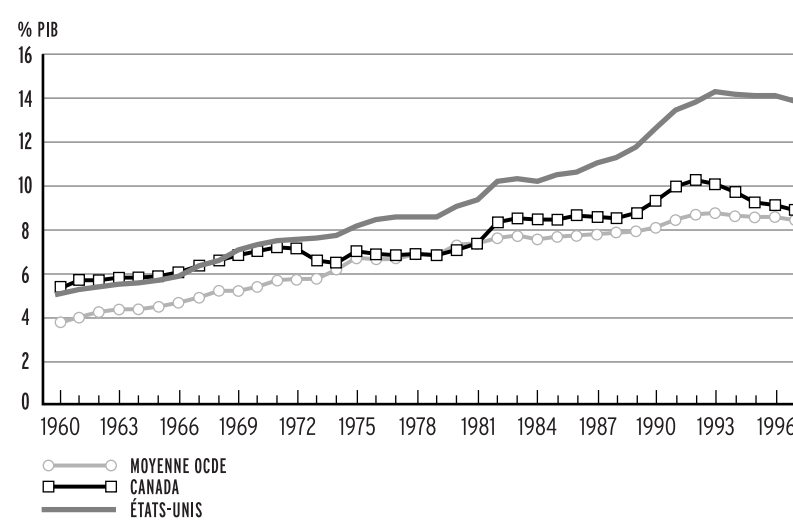
**Q Ici, on a beaucoup misé sur les chirurgies d'un jour et on en a profité pour fermer des hôpitaux. Sauf que les hôpitaux qui restent sont débordés !**

**R** Ce que vous décrivez s'est produit dans un grand nombre de pays. Presque tous les membres de l'OCDE ont commencé à réduire la durée de séjour dans les hôpitaux, et ont pu fermer des lits. Mais le résultat, c'est qu'une journée donnée, les patients sont en moyenne plus malades, puisqu'ils sont tous opérés ce jour-là, alors qu'auparavant, une certaine proportion des patients étaient en convalescence. Le personnel est donc beaucoup plus occupé. Et parfois, les patients doivent être réadmis à l'hôpital parce qu'ils ne vont pas mieux. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les urgences débordent.

**Q Les gouvernements canadiens ont commencé à réinjecter des sommes massives dans le système. Mais on a l'impression que ce ne sera jamais assez, que c'est un puits sans fond.**

**R** Les gouvernements devront bien évidemment faire très attention à leurs dépenses. De temps en temps, ils estimeront que la meilleure chose à faire est de dépenser. Mais de toute évidence, ce ne sera pas souvent la solution, surtout si la pression en faveur des

### DÉPENSES TOTALES (PRIVÉES ET PUBLIQUES) EN SANTÉ EN PROPORTION DU PIB



baisses de taxes se maintient. Il est donc inévitable qu'on continue à rechercher des gains d'efficacité.

Par ailleurs, personne ne doit s'attendre à ce que les gouvernements mettent un terme à ce que certains ont appelé le rationnement. Avec l'amélioration des technologies médicales et le vieillissement de la population, l'argent a tendance à pourchasser une demande toujours croissante. Toutes les populations de l'OCDE vont devoir se faire à l'idée que le système ne peut produire des soins à l'infini, et qu'il devra y avoir de l'attente et des restrictions.

**Q Il y a au Canada un débat très important sur le rôle du secteur privé dans la santé. Il y a cette crainte que les gens qui en ont les moyens pourraient se rendre à une clinique privée et obtenir des soins sans attendre comme les gens moins fortunés.**

**R** C'est une question délicate à peu près partout, et chaque pays de l'OCDE arrive à ses propres solutions. Il est parfaitement possible d'avoir des hôpitaux privés traitant des patients assurés par le système public. Vous trouvez cela dans plusieurs pays de l'OCDE. Le système est financé publiquement comme au Canada, mais les hôpitaux sont privés, généralement à but non lucratif. Il est important de faire cette distinction : parlez-vous de privatiser l'offre des services de santé, ou parlez-vous d'accroître le financement privé, par exemple sous forme d'assurances privées ?

**Q Les politiciens étant les politiciens, ils ont eu tendance à semer la confusion à ce sujet. Certains ont dit que tout accroissement du rôle du privé risquerait d'amener, éventuellement, un système à l'avantage des personnes riches.**

**R** Il est parfaitement correct d'avoir des hôpitaux privés

fournissant des services à des patients financés par l'assurance-maladie. Cela ne représente pratiquement aucune menace à l'équité, aucun risque de système à deux vitesses. Il y a déjà beaucoup de pays de l'OCDE où la plupart des hôpitaux sont privés, et sont sous contrat avec le système public. En général, il y a autant d'équité dans ces pays qu'au Canada. D'ailleurs, le gouvernement britannique, un gouvernement travailliste, vient de signer une entente avec les hôpitaux privés pour qu'ils accueillent des patients du système public. C'est une percée idéologique. Le gouvernement est convaincu qu'ils n'affaibliront pas les principes du National Health Service en faisant cela.

**Q Sait-on dans quelle mesure la participation du privé a pu contribuer à régler les problèmes dont nous parlions plus tôt, les débordements des urgences et tout le reste ?**

**R** Je ne connais pas d'études solides indiquant que les hôpitaux privés sont plus efficaces. Ils ont souvent des listes d'attente beaucoup plus courtes, mais ce n'est pas surprenant, parce que les gens qui s'y rendent paient. Il y a plusieurs années, j'avais eu l'occasion de comparer les coûts dans les hôpitaux britanniques privés et publics. Et à ce moment-là, nous avions trouvé que les hôpitaux privés coûtaient plus cher, en partie parce qu'ils payaient leurs médecins davantage.

**Q Le privé est-il la solution magique ?**

**R** Je ne crois pas que ce soit la solution magique. Mais si vous croyez dans la flexibilité et dans la compétition, alors c'est la direction à prendre. Les critiques des monopoles publics disent que ces systèmes tendent à souffrir d'inefficacité justement parce que ce sont des monopoles. »

« Toutes les populations de l'OCDE vont devoir se faire à l'idée que le système ne peut prodiguer des soins à l'infini, et qu'il devra y avoir de l'attente et des restrictions. »

Lebel-sur-Quévillon est secoué par une vague de suicides. Six Quévillonais, tous de sexe masculin, se sont pendus au cours des 12 derniers mois. Dans cette petite municipalité du Nord-du-Québec, le choc est terrible pour la population, qui vit une réalité bien particulière, tant sur le plan de l'éloignement géographique que de sa situation économique ou sociale. *La Presse* est allée à la découverte de Lebel-sur-Quévillon. Nous vous présentons aujourd'hui la deuxième tranche de notre série de trois.

## Promiscuité rassurante, mais étouffante

« Jusqu'en 1966, c'était pratiquement la forêt vierge, ici », raconte **Gérald Lemoyne**, maire de Lebel-sur-Quévillon. L'histoire de cette petite ville perdue dans le territoire de la Baie-James est, en effet, très récente. Ce qui ne l'empêche pas d'être rocambolesque...

C'est d'abord un entrepreneur forestier, surnommé le père Lebel, qui a amené ses bûcherons dans la région, au milieu des années 1940. Ses 1200 hommes coupaient alors de 50 000 à 100 000 cordes de bois, annuellement. Devant tant de succès, le père Lebel en est venu à souhaiter la construction d'une papeterie.

Mais ce n'est qu'au début des années 1960 que Domtar a décidé de réaliser ce vieux projet. L'emplacement de l'usine a alors été choisi en raison de la qualité de la forêt et de la proximité des cours d'eau. Quelques pressions politiques auraient aussi eu un certain effet...

En 1965, des travailleurs ont donc commencé à ériger à la fois l'usine et la ville de Lebel-sur-Quévillon. L'année d'après, leurs familles les y ont rejoints. Au départ, femmes et enfants étaient logés dans des maisons mobiles, tandis que l'école logeait dans les locaux administratifs de la Domtar. Quant à la messe, on la célébrait... à la taverne !

« Les pionniers ont travaillé très fort, souvent dans l'indignité », rappelle **Marcel Caron**, l'actuel curé. Presque anachronique, cette vie de défricheur a eu lieu à l'époque même où Montréal s'ouvrait sur le monde, avec l'Expo 67.

### Une ville planifiée

« Mais diriger une des villes les plus jeunes du Québec, ajoute le maire Lemoyne, cela donne l'avantage d'avoir eu un plan d'urbanisme dès le départ. »

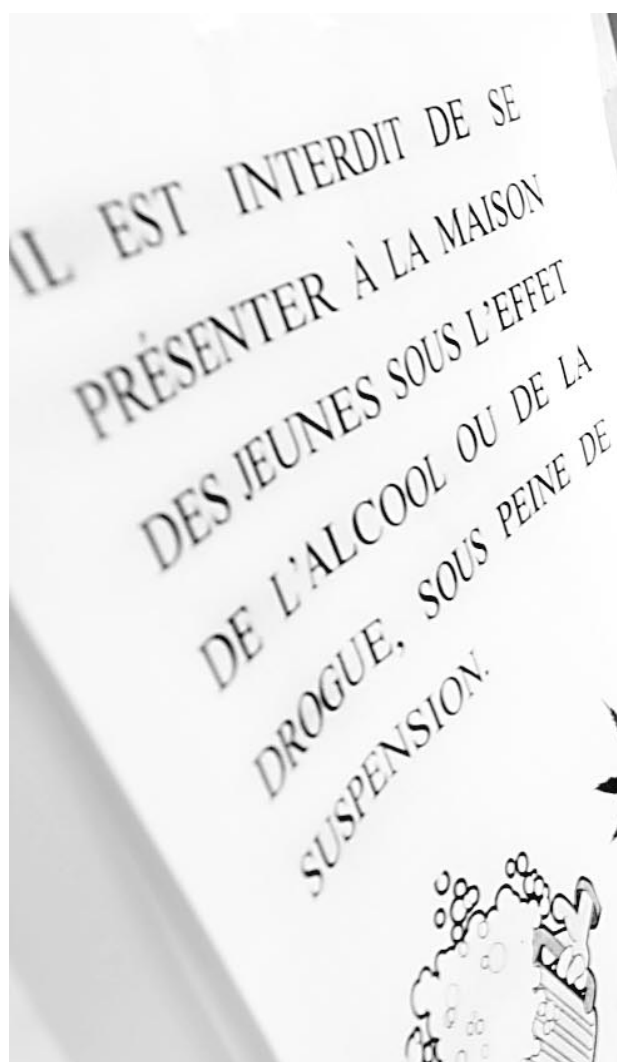
Lebel-sur-Quévillon est en effet une ville qui a été pensée, réfléchi. Au centre, tous les services sont rassemblés : épicerie, commerces, écoles, loisirs, chapelle et services municipaux. C'est en quelque sorte le « tronc » de la municipalité. Les secteurs résidentiels, formés de rues aux noms d'arbres (rue des Pins, des Cèdres, des Peupliers, des Sapins), sont tous rattachés à ce centre nerveux. Ils constituent ainsi les « branches » de la ville. « Plus loin, l'usine apporte la nourriture aux branches et à l'arbre entier », peut-on lire sur le site Internet de Lebel-sur-Quévillon.

Cette disposition plaît. « Tout est à proximité ici, c'est un grand avantage, affirme **Françoise Payeur**. Le soir, on rencontre beaucoup de gens qui prennent une marche autour de la rue principale, c'est sympathique ! » Les jeunes apprécient aussi la liberté que leur donne ce plan de ville. « On est autonome très vite à Quévillon », se réjouit **Maxime Jetté**, 14 ans. « Marcher pour aller chez nos amis ou ailleurs, ce n'est jamais long, alors nos parents n'ont pas à nous y reconduire. »

Cette situation amène cependant aussi son lot de problèmes. « Nous vivons une grande promiscuité, reconnaît **Bertin Legault**. Tout le monde mange dans la même assiette, les gens se rencontrent continuellement. Ça peut occasionner un malaise, entre autres au niveau des services sociaux, puisqu'il ne peut pas y avoir d'anonymat. » D'où la difficulté de demander de l'aide, quand rien ne va...

La responsable des loisirs, **Joane Paradis**, s'inquiète pour sa part de voir des enfants seuls, à l'aréna ou au curling. « Les parents ne s'en font pas, puisque la ville est petite et bien organisée, souligne **Mme Paradis**. C'est bien, sauf quand on vient à oublier l'importance de parler avec ses enfants et de participer à leurs activités. » La responsable des loisirs n'en est pas moins optimiste. « La vague de suicides nous a fait réaliser qu'il fallait revenir à la base et valoriser la famille », assure-t-elle.

« En fait, rappelle le maire Lemoyne, Lebel-sur-Quévillon a toujours été considéré comme un endroit idéal où élever des enfants. Il est tentant de se laisser emporter par la série de suicides, mais il ne faut pas oublier que la ville a beaucoup de potentiel pour rendre les gens heureux. » Il souffre de préférer la chasse et la pêche aux bains de foule...



Interdiction est faite de se présenter à la Maison des jeunes après avoir consommé de l'alcool ou de la drogue. La consigne est claire et placée au milieu du local.



Photos MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

# Le retour des enfants de Quévillon

De jeunes adultes reviennent s'établir dans la ville qu'ils dénigraient à l'adolescence



MARIE ALLARD

### CHOC À QUÉVILLON

SAM	1 > Une vague de suicides
DIM	2 > La ville et ses jeunes
LUN	3 > La situation au Québec

À Lebel-sur-Quévillon, les bonhommes de neige sont nombreux devant les maisons. Les jeux du parc Lions, situé devant l'école, sont rarement inoccupés, malgré les flocons et le froid. Et il y a presque toujours un traîneau stationné devant l'entrée du centre commercial... Comme ces indices l'indiquent, la petite ville située à quelque 640 km au nord de Montréal compte beaucoup d'enfants.

« Il y a 321 élèves de la maternelle à la sixième année », confirme **Diane Toulouse**, directrice de l'école primaire Boréale. Presque autant de jeunes peuplent la polyvalente La Taïga, située juste à côté. Il faut dire que l'âge moyen de la population de Quévillon n'est que de 29,6 ans, selon le recensement de 1996. Quel est le quotidien de ces enfants et de ces adolescents qui semblent vivre si loin de tout ? Pour le découvrir, il suffit d'aller discuter avec eux...

À la Maison des jeunes, d'abord. Ce lieu où les tables de billard côtoient des piles de magazine et une grosse chaîne stéréo est fréquenté par environ 70 ados... et quelques animateurs. « On vit dans une petite ville », commence **Mélessandre Bergeron**, une jeune fille de 12 ans au regard décidé. « Mais ça n'empêche pas qu'il y a beaucoup de choses à faire, comme se baigner dans le lac, faire de la bicyclette ou glisser dans les *tripes* ! Tout ce que je n'aime pas à Lebel, en fait, c'est la période où il y a des chenilles partout », avoue la fillette, en grimant.

**Maxime Jetté**, 14 ans, qui qualifie lui-même la couleur de ses cheveux de « rouge intense », est plus sévère. « L'été, je vais chez mes cousins, à Amos, et là-bas il y a de l'action ! » Maxime a bien essayé de prendre de cours de patinage artistique à Quévillon, mais il se faisait ridiculiser. Il est maintenant content d'être placier au cinéma.

« Il n'y a pas d'espace ici pour un jeune qui voudrait exploser, se manifester ou se démarquer », analyse **Bertin Legault**, le chef des services sociaux. À Quévillon, en fait, tout le monde se connaît. « Je sais qui il faut aller voir pour se procurer de la drogue », explique calmement **Mélessandre**, qui n'est qu'en secondaire I. « Mais moi, ça ne m'intéresse pas du tout. »

Étant donnée la dimension réduite de la ville, les jeunes côtoyaient aussi plusieurs de ceux que la vague de suicides a emportés... « Le suicide du petit Luc m'a surpris », confie **Maxime**, en faisant allusion au dernier cas, celui d'un enfant de 11 ans, qui s'est sui-



Melissa Ruel, Carole Boucher, Andréanne d'Anjou, Christian Loubert et Stéphanie Hains travaillent à mettre sur pied un café Internet.

cidé quelques mois après que son cousin l'eut fait. « J'ai eu peur que mon frère n'embarque là-dans... », poursuit **Maxime**.

L'effet d'entraînement est craint par toute la population. « Nous veillons à mettre l'accent sur les conséquences d'un tel geste sur les gens qui restent, pour que ces drames ne se reproduisent plus », indique la directrice de l'école primaire.

Et les ados plus vieux, comment vivent-ils à Lebel-sur-Quévillon ? Réunies dans les locaux du futur Symbiose Café, le café Internet qu'elles s'affairent à mettre sur pied, **Mélessa Ruel**, **Andréanne d'Anjou**, **Stéphanie Hains** et **Mylène Courtois** ont bien voulu l'expliquer.

Agées de 16 à 18 ans, ces filles se sentent un peu à l'étroit dans la ville qui est bien souvent leur lieu de naissance. « Ici, tu pêtes et tout Quévillon le sait en deux minutes ! » blague **Mylène**, en grillant sa cigarette. « Mais tout le monde est proche et il y a beaucoup de liens d'amitié », réplique **Stéphanie**.

Au fil de la discussion, il devient évident que ces ados réclament davantage d'endroits où se fréquenter et « plus de beaux gars ». Elles rêvent à Montréal, aux friperies, aux rencontres... Tout en cultivant une certaine peur des grands centres.

Les adolescentes sont quand même conscientes des avantages de leur ville. Et il y en a plusieurs. **Diane Toulouse**, qui est entrée en poste en juillet, considère par exemple l'école Boréale comme étant un milieu exceptionnel, malgré les récents événements.

« Le vouvoiement est obligatoire, il n'y a pas de gros troubles de comportement, les parents s'impliquent beaucoup et nous avons les meilleurs résultats de la commission scolaire », ajoute-t-elle. Eux-mêmes peu éduqués, les parents valorisent le travail scolaire. « Presque tous nos adolescents vont au cégep ! » précise le maire Lemoyne.

Non seulement les jeunes quittent la ville pour étudier, mais, en plus, ils sont de plus en plus nombreux à y revenir. Les enfants de **Gérald Lemoyne**, pourtant informaticien et physiothérapeute, sont ainsi rentrés au bercail après avoir obtenu leurs diplômes. **Geneviève Gareau-Lavoie**, la coordonnatrice des communications de la Domtar, croit savoir pourquoi. « Les jeunes s'installent ici pour avoir accès à de hautes responsabilités rapidement », explique celle qui occupe d'ailleurs un bon poste, malgré ses 25 ans.

« On part de Quévillon en se disant qu'on ne reviendra jamais plus dans ce trou-là, s'amuse **Joane Paradis**, responsable des loisirs. Puis, on découvre que les grands centres sont impersonnels, froids et loin de la nature. »

Lebel-sur-Quévillon n'est pas une ville parfaite pour les enfants et les adolescents. Personne ne se leurre. « À la Maison de jeunes, souligne la coordonnatrice, **Carole Boucher**, nous voyons des adolescents qui consomment de l'alcool à 12 ans, fument du pot à 13 et sniffent de la cocaïne à 16. » L'argent coule à flots, l'ennui guette et les sous-sols où il est possible de se cacher entre jeunes sont nombreux.

Mais Quévillon est une ville qui veut combattre la morosité ambiante. « Il y a actuellement un consensus au sein de la population, confie **Bertin Legault**. Les gens désirent réinstaller les interdits que sont la fréquentation des bars par les mineurs, la consommation de drogue, ou même la présence de skidoos dans les rues. Toute la communauté est d'accord pour valoriser le respect de la vie ! »

« Les gens trouvent toujours qu'il n'y a rien à faire, s'exaspère le maire Lemoyne. Nous avons décidé de leur montrer qu'il y avait du dynamisme et des activités à Quévillon ! »

Pour ce faire, la municipalité est à rédiger l'inventaire des activités disponibles sur son territoire. L'événail est franchement surprenant. Pas de Laser Quest ou de piscine, mais du hockey, du patin artistique, des arts martiaux, une chorale, un bowling, un curling, du ski de fond, du ski nautique, des courses de traîneaux, une bibliothèque, un cinéma, des spectacles (**Dan Bigras** ou **Isabelle Boulay**), des clubs sociaux de type Chevaliers de Colomb ou Optimistes... Sans compter les activités postnatales, le centre des femmes, les Amants du Bel Âge ou la Maison des jeunes ! Le tout, souvent dirigé par des bénévoles qui n'hésitent pas à s'engager.

« Ici, les gens finissent de travailler à 16 h, jouent un neuf trous de golf, puis vont pêcher un poisson pour le souper, dit **Gérald Lemoyne**. Ils doivent comprendre que cette chance-là n'est pas offerte aux Montréalais qui sont pris dans la circulation. »

Et les plus jeunes, qui demeurent sceptiques, sont particulièrement invités à se manifester. « Un groupe d'adolescents est venu me voir pour réclamer un parc de skate, indique **Joane Paradis**, responsable du Service des loisirs. S'ils prennent ce projet à coeur, ils auront une subvention. »

Les divers intervenants se sont par ailleurs concertés pour lancer la campagne *Agissons maintenant pour l'avenir*. Dans ce cadre, une grande réunion publique d'information a été tenue, avec succès. Des boîtes aux lettres anonymes ont aussi été installées, afin de recueillir questions et commentaires. Enfin, professeurs, employés municipaux et travailleurs de la Domtar ont également pu participer à différentes formations de prévention du suicide.

Par ailleurs, la communauté vieillit, dans tous les sens du terme. En 1996, les Quévillonais âgés de 75 ans et plus n'étaient pas nombreux : 10 en tout. Leur nombre double maintenant à chaque année, notamment puisqu'ils peuvent compter sur une résidence pour personnes âgées...

« Cette nouvelle réalité devrait avoir un impact symbolique important, prédit **Bertin Legault**. Au contact de gens âgés, le niveau de maturation des jeunes et du reste de la communauté devrait s'élever... »

DEMAIN :  
La situation au Québec

MONDE

RÉACTIONS À LA NOMINATION DE COLIN POWELL

Albright se félicite

d'après AFP

WASHINGTON — La secrétaire d'État américaine Madeleine Albright s'est félicitée hier de la nomination du général Powell à ce poste dans la future administration de George W. Bush, déclarant qu'elle l'avait « toujours admiré ».

« Nous avons travaillé ensemble auparavant et je l'ai toujours admiré », a déclaré la secrétaire d'État à des journalistes, dans l'avion la ramenant à Washington, après une réunion de l'OTAN à Bruxelles.

Mme Albright a déclaré qu'elle avait appelé le général Colin Powell peu avant l'annonce officielle de sa nomination, hier à Crawford (Texas) par George W. Bush et déclaré : « Nous avons eu une excellente conversation. »

« Je souhaite travailler avec lui pour que la transition se fasse en douceur », a-t-elle ajouté.

Après la nomination, la secrétaire d'État a salué en lui « un dirigeant qui a prouvé son expérience, son intégrité et son patriotisme ».

Robin Cook se réjouit

d'après AFP

LONDRES — Le ministre des Affaires étrangères britannique, Robin Cook a salué hier la nomination comme secrétaire d'État par le président élu américain George W. Bush du général Colin Powell, décrivant le vétéran de la guerre du Golfe comme un « bon ami de la Grande-Bretagne ».

« Je salue chaleureusement la désignation du général Colin Powell comme secrétaire d'État », a déclaré Robin Cook dans un communiqué publié par le ministère des Affaires étrangères.

« Le général Powell est un bon ami de la Grande-Bretagne. Le gouvernement et les forces armées britanniques ont travaillé en étroite collaboration avec lui pendant l'opération réussie de la coalition pour expulser l'Irak du Koweït », a-t-il relevé.

« C'est un général et un homme politique remarquable et j'ai hâte de travailler avec lui », a ajouté Robin Cook.



Le général Colin Powell lors de sa désignation hier comme prochain secrétaire d'État des États-Unis.

Le retour du général Powell

LÉON BRUNEAU  
Agence France-Presse

WASHINGTON — L'ancien chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, choisi par le président élu George W. Bush pour être son secrétaire d'État, devient dans le même temps le premier noir à diriger la diplomatie américaine.

Peu enclin jusqu'à présent à se jeter dans l'arène politique, le général de 63 ans, respecté bien au-delà des rangs républicains, fait ainsi son retour sur la scène nationale et internationale, où il s'était fait connaître pendant la guerre du Golfe.

Ancien chef d'état-major interarmes pendant la guerre du Golfe en 1991, sous la présidence de George Bush, Powell est une personnalité très admirée des Américains.

Pour certains, Colin Powell est aussi l'incarnation du slogan de « conservateur avec du coeur » sur lequel George W. Bush a fait campagne face à son rival démocrate Al Gore.

Né le 5 avril 1937 dans le Bronx, à New York, d'une mère couturière et d'un père comptable tous deux d'origine jamaïcaine, Colin Powell a été le plus jeune général et le premier noir à accéder au poste de chef d'état-major interarmes, après avoir travaillé à la Maison-Blanche comme conseiller pour les affaires de sécurité.

Le général Powell avait déjà fait un retour remarqué sur la scène politique en étant l'un des principaux intervenants lors de la convention nationale du Parti républicain à Philadelphie, fin juillet.

Le 30 novembre, Bush l'avait invité dans son ranch de Crawford, au Texas, pour parler de la transition et de sécurité nationale, en soulignant que « qu'aucune personne n'était mieux placée que Colin Powell (pour ce poste). Il a beaucoup d'expérience et je peux faire confiance en son jugement ».

Dans sa retraite de général, prise en 1993, Powell s'était dévoué à la cause des jeunes défavorisés, créant le mouvement « America's Promise », et a régulièrement décliné toute offre de mandat, écartant même par deux fois d'être candidat à la vice-présidence en 1996 et cette année.

Il a lui-même reconnu avoir une position légèrement marginale au sein du parti républicain, où il bénéficie pourtant d'une aura indéniable, prêtant sa caution au courant modéré du parti. Il est ainsi favorable à la « discrimination positive » (affirmative action) pour les minorités et au droit à l'avortement.

« J'ai des opinions différentes. Je suis beaucoup plus modéré sur les questions sociales que nombre de mes collègues le souhaiteraient », affirmait-il récemment.

Diplômé de l'université George Washington dans la capitale fédérale, Powell a ensuite épousé une carrière militaire dont les 35 ans de service ont culminé avec sa nomination au poste de chef d'état-major en 1989. Il a servi à deux reprises au Vietnam et a dirigé un bataillon en Corée.

Confident de l'ancien président Bush, et maintenant de son fils, Powell avait élaboré une nouvelle doctrine militaire, officieuse tout en portant son nom, selon laquelle les États-Unis devaient s'efforcer, à chaque intervention, de définir des objectifs politiques clairs assortis d'un plan militaire destiné à les remplir de la manière la plus décisive, la plus forte et la plus rapide possible.

Il était, à ce titre, sorti de sa réserve en 1999 pour critiquer les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie, contrairement selon lui à ces principes de intervention.

Sueurs froides

Le collège électoral donne son verdict demain... et des républicains sont mal à l'aise

d'après AFP

WASHINGTON — Les 538 membres du Collège électoral élus lors de l'élection du 7 novembre se réunissent demain dans les capitales des 50 États américains et à Washington pour formaliser l'élection de George W. Bush à la présidence des États-Unis.

Les républicains font cependant un cauchemar : le scénario, jugé

très improbable, que certains des grands électeurs fassent défection et choisissent son rival démocrate Al Gore, même si ce dernier ne l'a pas demandé.

Le président des États-Unis est choisi, non pas au suffrage universel direct, mais par un collège électoral dont les membres ont été désignés lors du scrutin du 7 novembre, à partir de listes dressées au niveau de chacun des 50

États de l'Union et de la capitale fédérale.

Les grands électeurs se réuniront dans la capitale de chaque État demain et transmettront leurs votes sous plis scellés au Congrès à Washington, où ils devront arriver au plus tard le 27 décembre avant d'être rendus publics le 6 janvier par le président du Sénat.

Contrairement à la majorité des démocraties dans le monde, ce n'est pas le candidat qui a obtenu

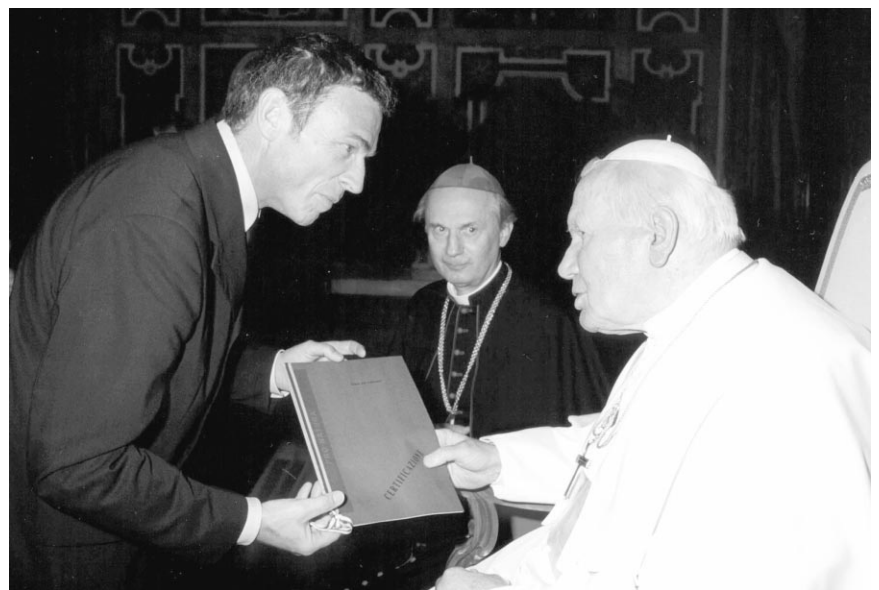
le plus de votes qui est élu président des États-Unis. Ce sera même la quatrième fois dans l'histoire (après 1824, 1876 et 1888) que le candidat battu au suffrage populaire sera intronisé, en vertu de ce système qui remonte à la fin du 18<sup>e</sup> siècle.

Le candidat républicain, en effet, a recueilli quelque 337 000 voix de moins que son concurrent démocrate Al Gore.

Le Vatican accueille froidement Haider

BRUNO BARTOLONI  
Agence France-Presse

CITÉ DU VATICAN — Juste le temps d'un « Guten Morgen » (« bonjour » en allemand) rapide a été réservé par Jean-Paul II au leader de l'extrême droite autrichienne, Joerg Haider, venu hier au Vatican offrir officiellement un sapin de Noël de Carinthie pour la place Saint-Pierre, a indiqué le porte-parole du pape, Joaquin Navarro.



Rencontre qualifiée de plutôt distante hier au Vatican entre le pape Jean-Paul II et le leader de l'extrême droite autrichienne, Joerg Haider, pendant qu'à l'extérieur, la police s'en prenait à des manifestants venus protester contre cette rencontre.

L'illumination de l'arbre l'après-midi par M. Haider a été marquée par des affrontements entre la police et des manifestants protestant contre la visite du gouverneur de la Carinthie.

Une atmosphère purement protocolaire et même froide a marqué la rencontre privée du pape avec M. Haider, qui était accompagné par l'évêque de Gurk, M<sup>gr</sup> Egon Kapelari. Contrairement à la tradition, ni la télévision vaticane CTV, ni même le photographe personnel du pape n'ont été admis dans la petite salle où Jean-Paul II a accueilli le gouverneur de la Carinthie pendant deux minutes, selon M. Navarro.

L'atmosphère est devenue plus chaleureuse quand le pape s'est rendu dans la salle Clémentine où l'attendait la délégation de la Carinthie avec le choeur et l'orchestre de la région qui l'ont accueilli par un chant de Noël.

Le pape a évité dans un discours toute allusion aux polémiques qui

ont accompagné la venue de M. Haider, se bornant à souligner que l'arbre de Noël de Carinthie était pour lui « un don précieux ».

« Je remercie tous ceux qui ont participé à cette initiative. Je salue en particulier l'évêque Egon Kapelari et tous les pèlerins, dont le gouverneur régional de Carinthie avec la délégation officielle ainsi que le maire de Gurk accompagné d'un groupe de la municipalité », a ajouté le pape, sans prononcer le nom de M. Haider.

Après avoir salué M. Haider, son épouse et ses deux filles ainsi que les membres de la délégation, le pape a demandé à ses collaborateurs d'offrir à tous son message pour la Journée de la paix publié jeudi dernier.

M. Haider est reparti avec entre

ses mains ce document qui condamne fermement le nationalisme, le racisme et la xénophobie.

Entouré d'une dizaine d'agents de police, de journalistes et de photographes, le leader d'extrême droite autrichien était arrivé au Vatican à pied depuis son hôtel, situé à quelque 200 mètres de la place Saint-Pierre.

Comme il l'avait déjà fait vendredi lors d'une sortie dans les rues de Rome, M. Haider a distillé au passage quelques phrases polémiques.

Un journaliste lui ayant indiqué que les commerçants juifs de Rome allaient éteindre les lumières de leurs magasins pendant deux heures pour protester contre sa venue, le leader de l'extrême droite autrichienne a commenté : « S'ils veu-



Photos REUTER

lent faire des économies d'électricité, c'est leur affaire. »

Le sapin de Noël installé sur la place Saint-Pierre a été illuminé hier après-midi par M. Haider, alors que quelques centaines de manifestants, à l'initiative des partis de gauche et des centres sociaux protestaient près du château Saint-Ange, 300 mètres plus loin, contre le leader de l'extrême droite autrichienne en arborant des pancartes évoquant Auschwitz.

La police en tenue anti-émeute les a empêchés de s'approcher de la place Saint-Pierre, en employant des gaz lacrimogènes. Un journaliste italien a été légèrement blessé.

Rassemblés dans une autre place au nord du Vatican, 200 manifestants de la droite, selon des sources policières, ont assuré leur solidarité à Haider.

Vers une reprise du processus de paix israélo-palestinien

Associated Press

JÉRUSALEM — Des affrontements sans gravité entre lanceurs de pierres et soldats israéliens se sont produits hier en Cisjordanie, à Hébron, montrant que la tension restait vive après onze semaines de violences et malgré la volonté affichée par Israël et l'Autorité palestinienne de renouer le dialogue.

Près de Naplouse, plus d'un millier de personnes ont participé aux funérailles de Muhammad Daoud, 17 ans, tué vendredi avec cinq autres Palestiniens. À Gaza, ont enterré Noor Abu Safi, 22 ans, également mort la veille.

Malgré les 325 morts au moins — la plupart des Palestiniens — causées par les affrontements depuis le 28 septembre, le ministère américain des Affaires étrangères a annoncé vendredi que les négociateurs israéliens et palestiniens pourraient se retrouver la semaine prochaine à Washington pour tenter de mettre fin à ces violences et

de relancer le processus de paix.

Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat et le ministre israélien des Affaires étrangères se sont d'ailleurs entretenus vendredi matin et devaient se revoir dans les prochains jours. « Nous unissons nos efforts pour réduire la violence et mettre en place les conditions de la reprise des négociations », a déclaré Shlomo Ben-Ami à la télévision, selon laquelle Israël pourrait accorder des terres supplémentaires aux Palestiniens dans l'accord final. M. Ben Ami devait rencontrer des responsables palestiniens à Tel Aviv hier soir.

L'un des principaux négociateurs israéliens, Gilead Sher, a déclaré à

la télévision américaine que des « conversations exploratoires et préparatoires » étaient en cours, mais son homologue palestinien Saeb Erekat a souligné, après les morts de vendredi, que « ceux qui disent qu'ils veulent mettre en place un processus de paix qui nous fasse avancer doivent créer l'atmosphère idoine ».

À l'issue du conseil des ministres palestiniens vendredi, le gouvernement a publié un communiqué dans lequel il déclare que « quels que soient les sacrifices faits par notre peuple, ils l'ont été faits pour obtenir leurs droits et établir un État palestinien indépen-

dant dont la capitale sera Jérusalem ».

La reprise des pourparlers pourrait avoir été précipitée par deux dates proches : celle du départ du président américain Bill Clinton, qui cédera sa place le 20 janvier à George Bush, et celle de l'élection du premier ministre israélien le 6 février, à la suite de la démission d'Ehoud Barak, candidat à sa propre succession.

Toutefois Saeb Erekat a déclaré n'avoir pas reçu d'invitation pour aller à Washington. Le cas échéant, « je pense que les responsables palestiniens étudieront cette invitation et répondront rapidement », a-t-il seulement dit.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

# LA PRESSE D'AILLEURS

Herald Tribune

The Washington Post

BusinessWeek

Los Angeles Times

## Une vision du monde, signée Bush

Le futur président s'amène avec un maigre bagage international. Mais plein de conseillers costauds

Les grandes orgues éditoriales, un peu partout aux États-Unis, ont ponctué, sur l'air du grand « ouf ! », la décision d'Al Gore de rendre les armes, après que la Cour suprême du pays eut accouché d'un verdict facilitant l'accès de George W. Bush à la présidence. Il y avait dans ces messages quasi unanimes comme une sorte de réflexe unitaire voulant faire oublier ces semaines de désespérance démocratique susceptibles de marquer au fer rouge le prochain mandat présidentiel. Il en faudra plus pour effacer les éclaboussures jallées de l'ouragan politico-juridique de Floride, mais déjà les médias poussent fort l'anticipation de ce que pourrait être un mandat sous George W. Bush.

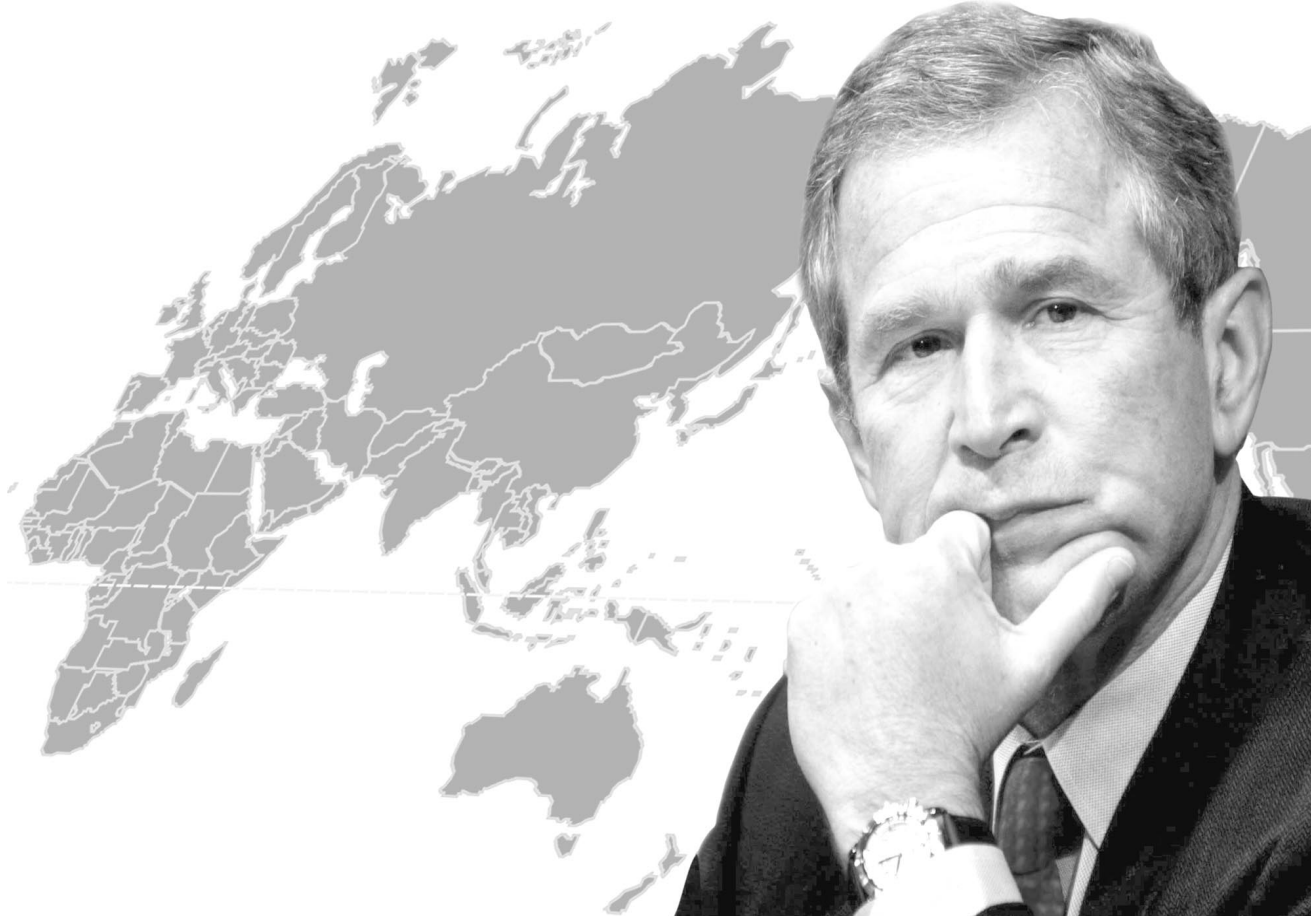
Dans les 48 heures suivant la décision de la Cour suprême, on a commencé à envisager ce que pourra donner la vision du monde du point de vue d'une Maison-Blanche et d'un Congrès dominés par les républicains. Tout y passe : le bouclier antimissiles, l'avenir de l'OTAN, la prochaine position américaine en matière de libéralisation du commerce international, la politique financière internationale, les rapports de Washington avec des capitales problématiques comme Moscou et Pékin, et des points chauds comme le Proche-Orient.

Chose certaine, un peu tout le monde souscrit à l'idée que le président-élu n'apporte pas à la Maison-Blanche un bagage impressionnant en matière d'affaires internationales. Il n'aura fait dans sa vie que trois voyages substantiels à l'étranger, Mexique mis à part. Et le programme qu'il vient de présenter aux électeurs américains est peu loquace sur sa vision mondiale. Rassurons-nous un peu : la Maison-Blanche est traditionnellement truffée d'experts assurant la dynamique et la cohérence d'une politique étrangère.

### Unilatéralisme

L'analyste Joseph Fitchett, du *International Herald Tribune*, en sait suffisamment sur le personnel que George W. Bush a en tête pour les postes clés de la diplomatie pour pouvoir affirmer que cette politique étrangère fera fi de l'esprit de coopération manifesté par Bill Clinton et qu'elle s'appuiera plus que jamais sur la puissance militaire américaine. M. Fitchett croit qu'un président Bush prendra plus d'initiatives unilatérales, défiant les consensus internationaux, quitte à se dresser contre ses alliés au besoin.

Le principal confident de M. Bush ces dernières semaines fut le



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, collaboration spéciale

général à la retraite Colin Powell, qui fut sous M. Bush père, en tant que chef des armées, le concepteur de l'attaque massive contre l'Irak. M. Bush l'a désigné hier comme prochain secrétaire d'État des États-Unis.

Autre indice important de l'unilatéralisme américain dans le monde : le bouclier antimissiles. Bill Clinton avait avancé un modeste projet de cette nature, d'abord boudé par le Canada, contesté ensuite par les alliés européens et vilipendé par Moscou. Ce fut suffisant pour amener le président Clinton à renvoyer la décision à son successeur.

Or le président-élu Bush promet un bouclier beaucoup plus considérable et avant même que ne s'amorce le grand cirque électoral, avait déjà fait savoir fermement à Moscou qu'il ira de l'avant avec son projet. Dès avril dernier en effet, raconte le chroniqueur Jim Hoagland, du *Washington Post*, George W. Bush a rencontré le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, pour lui signifier son programme. M. Bush, dit-il, veut bien engager avec Moscou un « dialogue stratégique » conduisant à de substantielles réductions des stocks d'armement nucléaire, mais la mise en place par les États-Unis

d'un super-parapluie antimissiles n'est pas négociable et toutes les autres nations n'auront qu'à s'y faire.

Du coup, ce sera la mort du Traité antimissiles de 1972, que Moscou, Pékin et d'autres capitales considèrent comme l'assise fondamentale du contrôle international de l'armement. La Chine, selon le chroniqueur, sera d'autant plus hostile à cette initiative qu'elle redoutera que ce parapluie puisse couvrir Taiwan. Déjà dans l'entourage actuel de M. Bush, des conseillers font pression pour que la Maison-Blanche annonce sans équivoque une promesse de défendre Taiwan contre toute attaque venue de Chine, note le chroniqueur Stan Crock, de *Business Week*.

### L'économie mondiale

Au plan de l'économie mondiale, la Maison-Blanche de George W. Bush voudra être beaucoup moins interventionniste que celle de Bill Clinton, estime le chroniqueur Tom Buerkle, du *International Herald Tribune*. Le président Clinton, dit-il, s'est impliqué personnellement dans de nombreuses situations de crise financière — au Mexique, en Russie, en Asie —, entraînant le Fonds monétaire international dans sa démarche. L'approche de George

W. Bush devant semblables problèmes risque d'être celle du laissez-faire.

Le rôle du FMI auprès des économies du tiers-monde en général pourrait être singulièrement réduit, sauf dans le cas évidemment de pays qui comptent dans la stratégie militaire américaine, la Turquie par exemple. Par le passé, l'ancien secrétaire d'État républicain sous Ronald Reagan, George Shultz, a déjà voulu abolir carrément le FMI. Et le conseiller économique principal actuel de George W. Bush, Lawrence Lindsey, qui occupera vraisemblablement cette fonction dans une Maison-Blanche à la Bush, s'est prononcé en septembre dernier contre une initiative du Trésor américain pour soutenir la nouvelle monnaie européenne, l'euro.

### Retour de l'isolationnisme

William Pfaff, chroniqueur au *Los Angeles Times*, dépasse l'univers de la Maison-Blanche et croit que c'est la composition même du nouveau Congrès des États-Unis qui va jouer en faveur, simultanément, d'un néo-isolationnisme et d'un unilatéralisme américains dans les affaires du monde. Un organisme comme les Nations unies, dit-il, va en souffrir. Le représentant américain à l'ONU, Richard Holbrooke, a

déjà obtenu du législateur une augmentation de la participation américaine aux opérations de paix de l'ONU, mais le nouveau Congrès pourrait revenir sur cette décision. De plus en plus, les Américains veulent, comme dans le cas du Kosovo, être aux commandes des opérations, mais veulent de moins en moins les financer.

Il y a plus que la division entre libéraux et conservateurs dans un pays comme les États-Unis : il y a celle qui sépare les isolationnistes et les internationalistes. Les premiers se font l'écho des craintes populaires authentiques, eu égard aux attaques nucléaires, au terrorisme, voire maintenant aux catastrophes informatiques. Les seconds meublent les départements de science politique des universités, les services gouvernementaux et... les postes de chroniqueurs dans les journaux. Mais les récentes élections américaines, ajoute M. Pfaff, ont discrédité l'ensemble de la classe politique, et cela ne peut servir que la peur, donc les isolationnistes.

### Et vive les affaires !

Cela dit, au chapitre du commerce international par contre, une administration Bush pourrait vouloir ouvrir les vannes, dit le chroniqueur Buerkle, du *Herald Tribune*. Tel qu'il se présente, le Congrès actuel pourrait vouloir amorcer un nouveau round de négociations sur les échanges commerciaux dans le monde, les États-Unis s'étant plus ou moins abstenus d'initiative en ce domaine depuis le Uruguay Round.

Le chroniqueur Michael Richardson, du *Herald Tribune*, estime qu'une administration Bush accordera priorité aux échanges avec les pays de l'Asie-Pacifique, mais que son approche sera substantiellement différente de celle du tandem Clinton-Gore. Plus sensibles aux revendications syndicales et écologistes américaines, les démocrates ont voulu imposer aux pays étrangers des normes minimales en matière de travail et d'environnement en échange d'un accès au marché américain ; une administration Bush laissera tomber ces exigences, estime le chroniqueur.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis ont déjà commencé à négocier des accords bilatéraux : avec Israël et la Jordanie d'abord, et une troisième pourrait être annoncée cette semaine avec Singapour, une première du côté de l'Asie. Une quatrième négociation est en préparation avec le Chili.

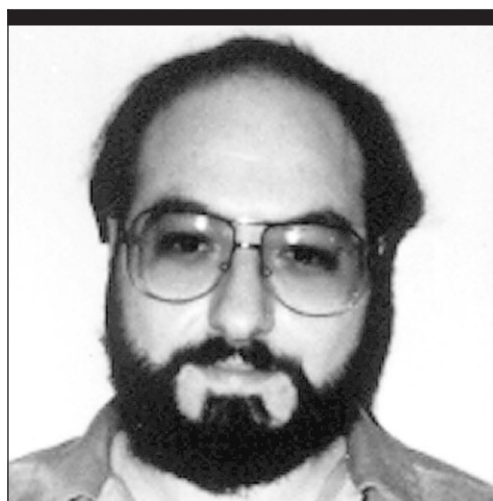
L'isolationnisme en affaires, connais pas !



The New York Times

### Générosité

EN FIN DE RÈGNE, Bill Clinton s'emploie à collectionner rapidement les fleurons susceptibles d'orner une présidence entachée du scandale que l'on sait et de l'échec du Proche-Orient : le voyage triomphal au Vietnam et l'ultime mission de paix en Irlande jouent ce rôle. Mais même en fin de bail, le locataire de la Maison-Blanche est rattrapé par la politique. Le président dispose notamment du pouvoir de gracier des criminels et l'un qui pourrait bien obtenir finalement un pardon présidentiel est nul autre que Michael Milken, trouvé coupable de fraude boursière à grande échelle il y a 10 ans. Milken a passé près de deux ans en prison, payé plus d'un milliard de dollars d'amendes et de frais divers, et écoppé une radiation à vie du courtage en valeurs mobilières. Mais qu'est-ce qui peut bien pousser un président à verser un pleur sur le sort de ce type de personnage ? Le financement politique, pardi ! Le *New York Times* explique que la cause de Milken est défendue par un magnat californien de l'alimentation, Ron Buerkle, qui a fait preuve de grande générosité envers les démocrates et envers le président en particulier. N'écoutez que son grand cœur, M. Buerkle est même prêt à verser 135 millions US au fond de construction de la bibliothèque à son nom que M. Clinton veut léguer, à Little Rock, en Arkansas.



The New York Times

### Fraternité

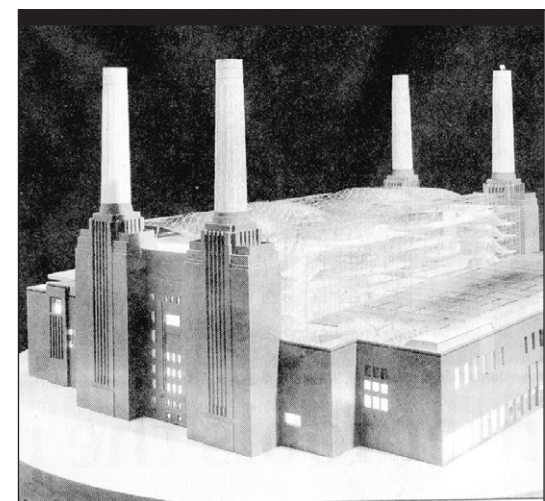
UN AUTRE QUI COURT après un pardon présidentiel, c'est Jonathan Pollard, cet ex-haut fonctionnaire américain qui purge une peine de prison à vie pour espionnage au profit d'Israël. Des lobbies juifs américains et les autorités israéliennes travaillent d'arrache-pied pour obtenir la libération de M. Pollard, rapporte le *New York Times*. Lundi dernier encore, le premier ministre israélien Ehud Barak, en pleine crise politique chez lui, a encore une fois saisi le président Clinton de la question, mais celui-ci en l'occurrence se fait plus circonspect. En Israël tant le Likoud que les travaillistes appellent le pardon pendant que les leaders de la communauté juive aux États-Unis font constamment pression en ce sens. Le dossier est à ce point chaud qu'il y a deux ans, il a failli faire déraiser les négociations de paix à Wye Plantation. Le patron de la CIA, George Tenet, a alors menacé de démissionner si M. Pollard était libéré. À trois reprises au moins, dit le journal, le président, au nom des efforts de paix au Proche-Orient, a sérieusement songé à gracier le condamné, en 1993, 1996 et 1998, mais dans chaque cas les services américains liés à la sécurité nationale ont eu gain de cause. Jonathan Pollard a livré à Israël des secrets militaires de haute importance et Israël n'a pas rendu aux États-Unis tous les documents obtenus.



The Sunday Telegraph

### Identité

QUAND UN POLICIER en patrouille vous interpelle en bordure d'une route, il réclame vos papiers et, le cas échéant, vous demande de souffler dans un petit instrument qui mesure le degré d'alcool dans votre système. Le policier de l'avenir pourrait bien aussi disposer d'un bidule capable sur-le-champ d'établir par ADN votre identité véritable. L'appareil peut, à partir d'un peu de votre salive ou d'un de vos cheveux, établir votre portrait identitaire complet et... sans bavure. Le Service britannique de médecine légale vient de mettre au point semblable appareil qui pourrait équiper les patrouilles de police d'ici un an ou deux. Le portrait identitaire de l'individu est alors confronté immédiatement à une banque centrale d'ADN qui dit au policier si vous êtes ou non une personne recherchée. La Grande-Bretagne de Tony Blair vient de doter cette banque d'ADN d'un fonds de 220 millions de dollars afin de pouvoir recenser « la totalité de la population criminelle active » du pays, qu'on évalue à quelque trois millions d'individus, selon le *Telegraph*, de Londres. Sur les lieux d'un crime, l'instrument offre l'avantage de réduire considérablement le temps qu'il faut pour s'assurer qu'un prévenu est bel et bien le suspect recherché. L'appareil vient d'être présenté en commission parlementaire à Londres.



The Sunday Telegraph

### Créativité

LA PRESSE EN A FAIT une manchette cette semaine : le Cirque du Soleil envisage l'installation à Londres, au coût d'un milliard, d'un complexe de divertissement unique au monde, à même la centrale électrique désaffectée de Battersea, sur la rive droite de la Tamise. Outre un chapiteau pour le cirque, l'ensemble comprendra une salle de bal avec vue sur le fleuve, un restaurant, des cinémas, des bains romains, un jardin des arts et un hôtel offrant une gamme inédite de petits services personnalisés, a fait savoir au *Telegraph*, de Londres, le grand patron du Cirque du Soleil, Guy Laliberté. Échappant aux divertissements usuels, le centre se verra une sorte de miroir des cultures du monde. Des deux hôtels envisagés, l'un sera conventionnel, l'autre offrant plein de petites surprises, comme un clown-butler vous servant le café au petit déjeuner, un autre apparaissant par une petite porte dans l'ascenseur pour un brin de conversation, ou un autre qui vous fait manger à la petite cuiller au resto. Mais l'idée maîtresse gravite autour de la reconstitution moderne des thermes romains, ces lieux édeniques qui ne servaient pas seulement au bain, mais qui devaient procurer le bonheur total, avec fêtes, musique et plats délicats. Des orgies ? Tout sauf cela, répond M. Laliberté, mais ça se fera dans le respect des cultures. Le jardin des arts se verra, lui, un atelier permanent où des créateurs s'exerceront à « travailler avec la nature ».

# La « firme » royale se porte à merveille

La famille, durement secouée ces dernières années, remonte un peu dans l'estime populaire

VERA MURRAY  
collaboration spéciale

**LONDRES – Qui aurait dit, il y a trois ans, quand des flots de larmes coulaient pour la malheureuse princesse Diana et la haine pour la famille royale rendait l'air londonien presque irrespirable, que le temps balayerait tout si rapidement ?**

L'année 2000 a été merveilleuse pour la « firme », comme les Anglais appellent la monarchie : la reine-mère a célébré ses 100 ans au cours d'une série de cérémonies rassemblant tout le kitsch que les gens adorent chez la royauté. Plus discrètement, le prince William, le fils de Diana et du prince Charles, a célébré ses 18 ans : son statut de futur roi et son allure tout à fait « cool » en font désormais le célèbre le plus désirable du monde.

Camilla Parker-Bowles, l'amante du prince Charles, a finalement eu l'occasion de faire sa révérence à la reine, qui depuis des années refusait même de se trouver dans la même pièce qu'elle. « Marry her ! » conseillait le lendemain au prince Charles un canard londonien, le même qui avait traîné régulièrement Camilla dans la boue. De toute évidence, la campagne subtile menée depuis plusieurs années par l'entourage du prince Charles pour faire accepter sa relation avec Camilla Parker-Bowles a enfin porté fruit. Visiblement ravi par le résultat, Charles a fait savoir pour le moment qu'il n'était pas question de mariage.

Et la reine elle-même ? Elle avait clairement tiré quelques leçons des événements entourant les funérailles de Diana. Mine de rien, sans officiellement céder d'un seul pouce sur sa vision de la monarchie, elle a donc procédé à de petits ajustements. Ainsi, c'est elle, plutôt que le premier ministre, qui a inauguré au printemps dernier la Galerie Tate Modern, le nouveau temple de l'art moderne à Londres. L'image de la dame âgée dans un tailleur vert vif et un chapeau à fleurs, discutant avec des artistes devant d'immenses toiles abstraites, était plutôt saugrenue.

Le prince Charles, de son côté, a tout fait pour montrer qu'il était un père moderne, dévoué à ses deux fils. Des photos des deux princes, en jeans et T-shirt ou tenue de sport, ont été très subtilement utilisées pour donner une image plus jeune de la monarchie. De même pour la dernière belle-fille de la reine, Sophie Rhys-Jones, femme d'Edward qui fait carrière en relations publiques : son image a servi à démontrer que la famille royale était en accord avec l'époque actuelle.

Officiellement, le seul désaccord dans la famille royale concernait... les aliments génétiquement modifiés. Tandis que le prince Charles,



L'année 2000 a été merveilleuse pour la « firme », comme les Anglais appellent la monarchie : la reine mère a célébré le 4 août dernier ses 100 ans au cours d'une série de cérémonies rassemblant tout le kitsch que les gens adorent chez la royauté. Cette photo comprend, autour de la reine mère portant large chapeau et, à sa gauche la reine Elizabeth, les personnages suivants : dans l'ordre à partir de la gauche, le prince Andrew, la princesse Eugénie, le prince Edward, la princesse Margaret, le duc d'Édimbourg, la comtesse de Wessex, Sophie, devant le prince William, le prince Charles et le prince Harry. La scène a été croquée sur un balcon de Buckingham Palace.

un promoteur passionné des cultures biologiques, s'y est opposé avec virulence, sa soeur et son père se sont prononcés plutôt en faveur.

À la longue, la plus importante des personnalités royales est le prince William, celui dont on sait le moins. Il n'arrivera très probablement pas sur le trône avant 30 ou 40 ans, mais c'est lui, plus que n'importe quel de ses ancêtres royaux, qui aura un impact sur l'avenir de la monarchie, qui fera pencher l'opinion populaire en faveur ou contre la « firme ».

Du point génétique, la personnalité de William est remplie de contradictions. « Sera-t-il un Windsor spencerisé ou un Spencer windsorisé ? » se demandait le jour de ses 18 ans un historien anglais de la monarchie. À savoir : un Windsor, austère et très conscient de son devoir royal, comme sa famille paternelle, ou bien un Spencer, très « touch and feel » et non-conformiste, comme sa famille maternelle ?

Avec sa mère, William, vêtu de jeans, est allé manger chez McDonald's et faire des courses chez Marks and Spencer. Avec son père, il a appris à chasser en vêtements de tweed et à jouer au polo. Pour le moment, il ne semble être ni excentrique et maussade, comme son père, ni névrosé et émotif, comme sa mère.

On dit qu'à Eton, le collège ultra-chic où il a étudié depuis cinq ans, il était un peu meilleur que moyen aux études et très populaire auprès de ses compagnons de classe. Mais il est fort douteux qu'Eton, avec son esprit élitiste très calqué sur les sports compétitifs,

soit le meilleur endroit pour éduquer un monarque moderne. C'est parce qu'il sait très peu du vrai monde, affirment les critiques, que William a déjà commis quelques erreurs de bon goût. La plus grave : à l'automne dernier, il a pris part à une partie de chasse à courre au renard en plein débat sur l'interdiction de cette manière de chasser le renard.

Un livre-témoignage

Bien sûr, comme dans n'importe quel conte de fée, rien n'est éternel. Fin septembre, la nouvelle lune de miel entre les Anglais et la monarchie a été gâchée, temporairement, par l'annonce de la publication d'un nouveau livre sur Diana. Le journal *Sunday Times* en a immédiatement publié des extraits.

Il s'agit d'un autre livre-témoignage d'un ancien « ami » de la Princesse, cette fois d'un certain Patrick Jephson, qui avait été son principal conseiller de 1987 à 1995, pendant les sept années cruciales menant au divorce avec Charles. Comme tous les subalternes royaux, Jephson avait signé une clause lui interdisant de faire précisément ce qu'il est en train de faire : amasser une fortune en dansant sur la tombe de son ancienne employeuse.

Sa Diana est un personnage superficiel, manipulateur, boulimique, totalement égoïste et plutôt vulgaire. Une princesse adulée par le monde entier, mais qui est fondamentalement malheureuse et mal dans sa peau. Les membres de la famille royale, que Diana aimait appeler « the Germans » à cause des origines allemandes de la famille, sont une fois de plus décrits

comme des gens froids, ayant horreur de l'émotion et s'intéressant plus à leurs chiens et chevaux qu'à leurs enfants.

Plutôt que de rester dignement au-dessus de la mêlée, la famille royale s'est empressée de dénoncer le livre. Pour la première fois, même le prince William y est allé de sa condamnation outrée de Jephson. Le résultat : le jour de la publication des premiers extraits, le tirage du *Sunday Times* a augmenté de 100 000 exemplaires. Quant à la maison d'édition, elle a annoncé qu'elle augmentait considérablement le premier tirage du livre.

La réaction de la famille royale est bien sûr un signe des temps. Autrefois, les membres de la famille auraient gardé leur distance royale et ne se seraient jamais abaissés à exprimer leur colère en public. Dans la presse londonienne, beaucoup d'observateurs étaient d'accord pour dire que William ferait mieux de revenir lui aussi à cet excellent principe royal. « S'il veut qu'on le laisse tranquille, il ne devrait pas nous faire voir qu'il a du coeur au ventre », a constaté un éditorialiste londonien.

Middle class

Dans les années 1950, lorsque sa grand-mère Elisabeth est arrivée sur le trône, la monarchie était le point de ralliement d'un immense empire. La famille royale avait une position sociale et une autorité morale au-delà de toute critique.

Aujourd'hui, il n'y a plus d'empire et plus de vraie supériorité morale. Les royaux sont devenus beaucoup plus « middle class », ne serait-ce que parce que plusieurs

membres, comme Sophie Rhys-Jones, sortent de ce milieu social. Le pays lui-même, la Grande-Bretagne, est de plus en plus décentralisé. Les Écossais ou les Gallois ne semblent plus beaucoup tenir à leur reine.

Il n'y a que les Anglais — toujours plus de 50 % — qui continuent à avoir vis-à-vis de la monarchie une attitude presque atavique. Pour eux, elle fait partie intégrante des choses avec lesquelles ils sont habitués de vivre : elle reste un point de ralliement dans un monde qui change trop vite.

En 1996, le dramaturge anglais Peter Whelan a écrit une pièce intitulée *Le droit divin*. On y voyait un William adulte se promenant incognito à travers l'Angleterre profonde, dans le but de prendre le pouls de la population. Lors d'une rencontre dramatique avec son plus jeune frère Harry, il lui annonce par la suite sa décision de ne pas devenir roi. La monarchie, selon lui, devrait mourir de sa belle mort.

« Mais ils veulent de nous, ils ont besoin de nous ! » supplie son frère, complètement éberlué. « C'est exactement cela », répond William, « mais ils ne le devraient pas ! »

La vision du dramaturge paraît actuellement plus futuriste qu'il y a quatre ans. Peut-être le fils de William arrivera-t-il à cette conclusion... Et encore !

Dans le pays le plus conservateur d'Europe, la monarchie reste la plus puissante des forces conservatrices.

Elle reste aussi une des marques commerciales les plus célèbres du monde, avec une clientèle qui ne veut surtout pas de changements.

## Le racisme au quotidien : la société allemande s'éveille au phénomène

Le difficile apprentissage d'une société qui compte bien bloquer la résurgence de vieux démons

MIRIAM HOLLSTEIN  
collaboration spéciale

**BERLIN – Cottbuser Zuflucht (Refuge de Cottbus) indique un autocollant en orange et blanc à l'entrée de la mairie de Cottbus. L'enseigne fait partie d'une initiative antiraciste dans cette ville de 109 000 habitants du Brandebourg (Allemagne de l'Est) à une heure de route de Berlin. Elle signale que le patron de la maison s'oblige à venir en aide à des personnes menacées devant ses portes.**

Peut-être qu'une telle porte aurait pu sauver la vie de Farid Guendoul dans la nuit du 12 au 13 février 1999, alors qu'il essayait de fuir une horde de jeunes Allemands. L'Algérien âgé de 28 ans vivait dans un foyer de demandeurs d'asile à Guben, une petite ville à 45 kilomètres de Cottbus.

Cette nuit-là il sort en boîte avec d'autres étrangers. Quand Farid rentre tôt le matin accompagné de deux amis, ils croisent un groupe d'une dizaine de jeunes racistes qui se mettent aussitôt à leur poursuite. Ses deux camarades arrivent à s'échapper ; Farid, paniqué, tente de casser la porte vitrée d'un immeuble afin de s'y cacher. Des morceaux de verre déchirent l'artère de son genou ; une heure plus tard le jeune Algérien, vidé de son sang, est mort. Sa petite amie allemande

est enceinte ; l'enfant grandira sans père.

Le lundi 13 novembre 2000, le tribunal de Cottbus juge les agresseurs. Trois d'entre eux sont condamnés en vertu du droit des mineurs pour « homicide par négligence » à deux ou trois ans de prison. Cinq autres reçoivent des peines avec sursis. On ne peut pas juger les idées, seulement les actions, déclare le tribunal pour défendre ce jugement considéré par beaucoup d'observateurs comme trop « lâche ».

Au cours du procès qui avait duré 17 mois, plusieurs des avocats de la défense avaient employé eux-mêmes des termes racistes, l'un d'entre eux est un haut fonctionnaire du Parti national-démocrate (NPD), un parti d'extrême droite. Un des accusés avait agressé un autre étranger durant le procès, un deuxième avait profané la pierre commémorative érigée en mémoire de Farid Guendoul à Guben

Plusieurs victimes

Depuis la réunification, de la violence néonazie a fait plus de 90 morts en Allemagne sans compter les nombreux blessés. En juin 2000, 16 mois après la tragédie de Guben, dans une autre ville d'Allemagne de l'Est, à Dessau, un Africain est battu à mort par trois skinheads. Le père de famille avait osé traverser un parc après la tombée de la nuit. Dans cette région, l'Union populaire allemande (DVU), un autre parti d'extrême droite, avait remporté 12,9 % des voix aux élections régionales en 1998, un succès spectaculaire.

Mais depuis un attentat à la bombe contre des immigrés russes,

et pour la plupart juifs, en juillet 2000, le climat politique a considérablement changé. Au lieu de se limiter aux paroles, les hommes politiques de tous les grands partis semblent décidés à mettre fin à la violence néonazie.

Début novembre le gouvernement décide de demander à la Cour constitutionnelle l'interdiction du parti extrémiste NPD, le Conseil fédéral (qui représente les Länder) suit quelques jours plus tard. Cette initiative est contestée. Est-ce que l'interdiction du parti pourra anéantir les sources de l'extrémisme de droite ? Si la Cour constitutionnelle refuse l'interdiction, les militants extrémistes pourraient en sortir renforcés. En même temps le gouvernement allemand lance un appel à la formation d'un « pacte contre l'extrême droite ».

Le 9 novembre, 200 000 personnes se rassemblent au coeur de Berlin afin de manifester contre le racisme et l'antisémitisme. La date est symbolique : elle marque l'anniversaire de la chute du Mur mais aussi celui de la « Nuit de cristal » en 1938 où les nazis incendièrent les synagogues et maltraitèrent leurs concitoyens juifs.

L'éducation démocratique

Au niveau régional, les initiatives antiracistes se sont multipliées ces derniers mois. La ville de Cottbus compte entre 30 et 40 projets qui concernent les étrangers, dont le taux ne dépasse pas les 3 %.

La « xénophobie sans étrangers » est typique pour l'Allemagne de l'Est, explique Jörg Wermerskirch, la trentaine, les cheveux longs et ouverts, qui fait partie du *Mobiles Beratungsteam* (l'Équipe mobile de

consultation).

Ce projet financé par le gouvernement régional du Brandebourg vise à renforcer l'éducation antiraciste. Avec huit collègues, le politologue parcourt la région pour aider les gens à explorer les origines du néonazisme et prendre des contre-initiatives.

« Ici, beaucoup de monde est en manque d'une formation démocratique de base, dit-il. Les jeunes ne savent pas comment ça fonctionne. » Sa stratégie des « mille petits pas » vise à changer progressivement la conscience publique. Elle ne marche pas toujours : à Guben, l'équipe de Jörg Wermerskirch était active depuis deux ans avant l'agression mortelle.

Mille petits pas — c'est également la recette de Martina Duch, mère de deux enfants et diplômée en pédagogie, qui dirige un club de jeunes à Sachsendorf, un quartier de Cottbus marqué par ses HLM et ayant le plus grand nombre d'étrangers (871 personnes) de toute la ville.

Chaque jour une quinzaine de jeunes entre 15 et 21 ans se rassemblent au club « Flash 29 ». Ils sont tous issus de milieux défavorisés, quelques-uns ont le crâne rasé. Ils disent qu'ils n'aiment pas le club de soccer « Énergie Cottbus » parce qu'il y a « trop d'étrangers ». (Parmi les joueurs qui viennent de 13 pays différents il y a aussi un Canadien, Kevin McKenna, de Calgary.)

Néanmoins ils vont voir les matchs. « Mes gars ne sont pas des néonazis », déclare Martina Duch. Mais elle sait que ces jeunes frustrés de la vie sont prêts à recourir à la violence, que ce soit contre un

étranger ou contre un Allemand. Au club, ils apprennent à respecter des règles, à accepter d'être critiqués sans en venir aux mains et à apprendre qu'ils sont valorisés — une expérience inhabituelle pour beaucoup d'entre eux. Martina Duch ne peut qu'espérer que l'un ou l'autre s'en souviendra aussi en dehors du club.

Jean-Jacques, 25 ans, n'a pas le goût de le vérifier. « Cottbus est un coin dur », dit le Camerounais qui habite dans un foyer à Sachsendorf. Il porte déjà l'empreinte du racisme : une cicatrice de dix centimètres sur son épaule gauche. Deux mois après son arrivée, trois skinheads avaient enfoncé la porte de sa chambre et l'avaient attaqué à coups de couteau.

À l'hôpital, on voulait tout d'abord savoir s'il avait le sida. Ses agresseurs n'ont jamais trouvés. Jean-Jacques ne sort jamais seul le soir et il ne réagit pas aux insultes quotidiennes dans le tram. Il a organisé un groupe d'étrangers afin de « changer les choses » : il veut montrer que les clichés sur les étrangers ne sont pas vrais et protester également contre les conditions de vie des demandeurs d'asile. Un centre de contact pour les victimes de la violence nazie le soutient. Il y a quelques jours, Jean-Jacques est allé à Guben où il a manifesté contre le racisme. Le jeune Camerounais n'est pas sûr que l'enseigne « Refuge de Cottbus » à la porte de la mairie de Cottbus aurait pu sauver la vie de Farid Guendoul : « C'est surtout pour l'image de la ville. Nous, on ne nous a même pas expliqué comment ça fonctionne. »

CONSOMMATION

# Des pistes pour dévaler les pentes à moindre coût

**SYLVAIN LAROCQUE**  
collaboration spéciale

Les stations de ski ont beau être ouvertes depuis la mi-novembre, les citadins, on le sait, attendent que le centre-ville soit enseveli de neige avant de penser à aller skier ou surfer. Maintenant que c'est fait, voici quelques pistes... pour dévaler les pentes à moindre coût !

Pour le skieur ou le planchiste le moins prévoyant, il n'y a en effet pas de raison de payer le plein prix pour un billet de remontée, serait-ce le week-end, le temps des fêtes ou les congés scolaires.

Pendant ces périodes de fort achalandage, il ne faut bien sûr pas s'attendre à ce que les stations de ski offrent elles-mêmes de gros rabais pour attirer les clients — ils seront au rendez-vous de toute façon. Tout au plus proposeront-elles des forfaits de plusieurs jours ou des promotions ciblées.

Pour des rabais plus substantiels, il vaut mieux regarder du côté des organismes à but non lucratif et des commerces qui vendent des coupons échangeables contre des billets de remontée pour certaines stations.

Le Club de ski des travailleurs de l'automobile (CSTA), qui existe depuis plus de 25 ans, offre parmi les meilleurs rabais pour les stations de ski des Laurentides et de Lanaudière. En devenant membre au coût de 10 \$ par année, on obtient, en semaine comme de week-end, des rabais allant de 15 à 33 % aux stations Vallée Bleue, L'Avalanche, Belle Neige, Gray Rocks, Mont Blanc, Le Chantecler, Ski Montcalm, Val Saint-Côme, Mont Garceau, Mont Habitant et Owl's Head. On n'a qu'à présenter sa carte.

L'adhésion au CSTA, qui est ouverte à tous, offre en outre la possibilité d'acheter des coupons échangeables contre des billets pour le Mont Saint-Anne, Tremblant, le Mont Saint-Sauveur, Stoneham, Le Chantecler, Jay Peak et Le Massif. Les réductions sont de 20 à 40 % du prix régulier le week-end. À l'instar d'autres clubs de ski, le CSTA organise également des voyages de ski au Québec, au Vermont et dans les Alpes.

L'adhésion à un autre organisme, l'Alliance Fami-Ski, permet d'obtenir des rabais de 20 à 40 % aux stations L'Avalanche, Ski Montcalm, Owl's Head, Mont Gabriel, Mont Blanc, Belle Neige, Mont Garceau et Mont Saint-Bruno en présentant la carte de membre, dont le coût est de 55 \$ par personne (35 \$ avant le début novembre) ou de 65 \$ pour une famille de quatre personnes (85 \$ avant novembre). Fami-Ski offre aussi des cours de ski et des sorties en autobus.

Pour 185 \$, le club de ski Okpik de Brossard propose des billets pour huit samedis consécutifs à la station Owl's Head — 145 \$ pour enfants de 13 à 18 ans. Le club offre aussi des cours de ski et de planche à neige.

Les magasins-entrepôts Costco vendent des coupons échangeables contre des billets pour les stations Mont Saint-Sauveur, Jay Peak, Mont Saint-Bruno, Mont Gabriel, Ski Morin Heights, Mont Olympia, Mont Avila, Mont Habitant, Ski Bromont, Owl's Head et Mont Sutton. Les réductions sont de l'ordre de 16 à 35 % pour les billets valides les week-ends et pendant les fêtes (des billets de semaine sont également disponibles).

Certaines boutiques de sports offrent aussi des billets pour quelques stations (20 % de rabais en moyenne), tandis que les supermarchés Provigo, Maxi et Loblaw's de la région de Montréal vendent des billets pour Tremblant à 49 \$ au lieu de 55 \$ (soit 11 % de rabais, taxes incluses).

Pour les skieurs/planchistes qui prévoient dévaler les pentes plusieurs fois cet hiver, l'Association des stations de ski du Québec (ASSQ) propose encore une fois cette année son livret Passe-Partout.

« Il a été complètement repensé et il est beaucoup plus simple à utiliser que par le passé », soutient Martine Lizotte, porte-parole de l'ASSQ, en soulignant que les stations ont convenu de ne plus imposer de restrictions quant au moment d'utiliser les coupons-rabais du livret, une première.

Les réductions proposées dans le livret varient entre 15 et 50 %. « Vous rentrez dans votre argent en utilisant seulement les deux cou-



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Il est possible d'économiser sur le coût des billets de remontée en les achetant auprès d'un club de ski ou dans certains commerces.

pons de 40 % à Tremblant », estime Mme Lizotte. Vendu au prix de 22 \$ dans les magasins Sports Experts et Intersport, le Passe-Par-

tout est toutefois non-transférable : on doit y apposer sa photo et le présenter — avec le coupon — au guichet de la station.

Parmi les autres programmes qui permettent d'économiser, on compte les forfaits d'initiation au ski et à la planche à neige Iniski/Inisurf, qui comprend une leçon de groupe, la location d'équipement et le billet de remontée. Offerts dans la plupart des stations de ski du Québec, leur coût varie entre 20 et 40 \$ pour le ski et 25 et 52 \$ pour la planche à neige.

Mais de toutes les offres, c'est certainement le Passeport des neiges 5<sup>e</sup> année qui est le plus alléchant pour les parents. Contenant trois billets de remontée gratuits pour chacune des 52 stations participantes au Québec, il permet, à toutes fins utiles, aux élèves de 5<sup>e</sup> année (ou nés en 1990) de skier sans frais pendant toute la saison. On notera que la moitié des stations exigent qu'un adulte achète un billet afin de pouvoir obtenir un billet gratuit.

Pour obtenir le Passeport — au coût de 9 \$ —, il faut en faire la demande en remplissant le formulaire disponible dans les boutiques Sports Experts et Podium ainsi que sur le site Web du Conseil canadien du ski. Certaines commissions scolaires le distribuent dans leurs écoles.

Par ailleurs, l'ASSQ rappelle que les petites stations « offrent souvent un bon rapport qualité/prix pour les skieurs intermédiaires » et qu'on peut skier à bas prix en soirée de même qu'en semaine. Enfin, il faut se rappeler que de nombreuses stations ont négocié des ententes avec des partenaires, qui se traduiront par des promotions annoncées dans les médias au cours de l'hiver.

- Club de ski des travailleurs de l'automobile (CSTA) : 450 979-2782**
- Alliance Fami-Ski : 514 528-7333 et [www3.sympatico.ca/famiski](http://www3.sympatico.ca/famiski)**
- Club de ski Rosemont : 514 374-8859**
- Club de ski Okpik : 450 678-5683 et <http://come.to/okpik>**
- Association des stations de ski du Québec : 514 493-1810 et [www.quebecskisurf.com](http://www.quebecskisurf.com)**
- Conseil canadien du ski : [www.ski4free.com](http://www.ski4free.com)**

OPTION CONSOMMATEURS

## Bien choisir les cadeaux des enfants

**MARYSE GUÉNETTE et CATHERINE GOLDSCHMIDT**  
collaboration spéciale

Noël approche à grands pas. Vos achats sont presque terminés, mais vous venez d'apprendre que vous irez souper chez des amis le 30 décembre. Vous aimeriez bien acheter un cadeau pour le petit, mais vous le connaissez peu. Vous achèterez donc une valeur sûre ; un toutou ou un casse-tête, par exemple. Voici quelques conseils vous permettant de faire un choix approprié.

Pour les moins de 6 ans. Choisissez un toutou d'une grosseur proportionnelle à la longueur des bras de l'enfant ; ainsi, il pourra le serrer facilement. S'il est destiné à un tout-petit, assurez-vous que la truffe, les oreilles et les poils sont bien fixés ; l'enfant ne risquera pas de s'étouffer. À noter : les yeux et les truffes en tissu ou brodées sont les plus sécuritaires.

Des figurines, des petites autos et des articles divers (petit service de vaisselle, par exemple), pour les 3 à 7 ans. À cet âge, les enfants aiment bien jouer avec des objets qui leur permettent de raconter une histoire ou d'incarner un personnage. Optez pour un ensemble comprenant des personnages articulés et quelques accessoires portant sur un thème particulier — insectes, chevaliers, dinosaures, etc. Les enfants y trouveront de quoi alimenter leur imagination.

Un casse-tête plaît à tous les en-

fants de un à quatre ans. Pour le choisir, fiez-vous à l'âge indiqué sur l'emballage ou demandez conseil au vendeur. Assurez-vous également que les pièces sont de bonne qualité, c'est-à-dire épaisses et solides. Sinon, elles risquent de se plier et l'enfant se découragera. À noter : avant d'offrir un casse-tête à un enfant de 5 ans et plus, il vaut mieux demander aux parents si ce type de jeu intéresse leur enfant ainsi que le nombre de pièces qui convient à son développement.

**Magazines pour petits**

Il y a des magazines pour tous les âges. Les petits aiment bien faire comme les grands. Plusieurs magazines leur sont destinés. Pourquoi ne pas leur en acheter quelques-uns ? Ils y trouveront un contenu varié (histoires, jeux, etc.). De plus, votre initiative permettra aux parents de découvrir quel magazine intéresse leur enfant. Voici quelques suggestions : *Pomme d'Api* (2 à 5 ans), *Les débrouillards* (de 9 à 14 ans), *Youpi* (5 ans et plus), *J'aime lire* (après 6 ans), etc.

Les enfants de 3 à 10 ans aiment les livres jeux. Il y en a de toutes les sortes. Dans certains, les pages pivotent ; on trouve sur l'une, une question, sur l'autre, la réponse. Dans d'autres, l'enfant doit relier la question et la réponse avec une ficelle. Dans d'autres encore, on trouve des activités multiples (dessins, devinettes, collage, etc.). Vous avez fait votre choix ? Avant d'acheter, vérifiez si les explications

sont claires ; ce n'est pas toujours le cas. Par ailleurs, dans certains ouvrages destinés aux plus vieux, on suggère de réaliser des expériences scientifiques. Avant de choisir ce type de livre jeu, demandez aux parents ce qu'ils en pensent et s'ils sont prêts à participer (cela est parfois nécessaire pour des raisons de sécurité).

Pour les 2 à 7 ans, un livre à colorier et des crayons, un nécessaire à étampes, des collants et un cahier sont des incontournables. Dans le cas des crayons, assurez-vous d'avoir un bon choix de couleurs. S'ils sont destinés à des petits, choisissez-les faciles à tenir et munis d'une grosse pointe.

Par ailleurs, pour les 3 à 9 ans, les ensembles livre-cassette permettent aux plus jeunes d'avoir accès à une histoire sans l'aide d'un adulte, surtout s'il possède un petit magnétophone qui lui permet de se débrouiller seul. Il existe plusieurs variétés de livres-cassettes. À souligner, ceux des éditions Coffre à gants, édités au Québec, et qui proposent des contes classiques racontés par des gens d'ici.

**À noter**

Certains des jeux proposés ici sont relativement petits ; l'enfant pourra les apporter avec lui lorsqu'il ira, par exemple, au restaurant. Les parents vont en seront grés. À privilégier, par exemple, si l'enfant et sa petite famille ont l'intention de beaucoup se déplacer durant la période des fêtes.

**CD-rom : des précautions**

Sachez-le : les commerçants ne sont pas obligés de reprendre les biens qui n'ont pas fait d'heureux le soir de Noël. Durant la période des Fêtes, cependant, la plupart assouplissent leur politique afin d'accommoder les consommateurs.

Malgré cela, certains achats sont généralement plus difficiles à échanger que d'autres. C'est le cas notamment des CD-rom, lorsque l'emballage transparent du fabricant a été ouvert. Vous en avez reçu un en cadeau ? Avant d'enlever cet emballage, prenez certaines précautions.

Vérifiez si votre ordinateur a la configuration recommandée par le fabricant ; la configuration minimale est souvent insuffisante et synonyme de lenteur et de problèmes techniques. Certains jeux demandent une carte 3-D. Vérifiez quel type de carte est recommandée par le fabricant (cela est normalement écrit sur la boîte) et si elle est compatible avec votre ordinateur.

Le CD-rom est destiné à votre enfant ? Vérifiez si l'âge suggéré sur la boîte correspond au sien. Il n'y a à aucune indication relative à l'âge ? Informez-vous auprès du commerçant ou appelez au numéro de téléphone qui y est indiqué ou consultez le site Internet du fabricant. Faites de même si vous craignez qu'il s'agisse d'un CD-rom violent.

Une fois ces vérifications faites, vous pouvez enlever l'emballage du fabricant. Si, en installant le jeu,

vous vous rendez compte que ce que vous avez n'est pas conforme à ce qui est écrit sur la boîte et que cela vous cause un problème, communiquez avec le détaillant ou avec le fabricant. Il s'agit là de représentations non conformes et l'un ou l'autre de ces commerçants devra reprendre le jeu.

Ce sont les propos du vendeur qui ont induit l'acheteur en erreur ? Demandez-lui de communiquer avec le détaillant et de lui exposer la situation. Les marchands sont liés par les propos de leurs employés. Si les affirmations du vendeur vous ont amenés à acheter un jeu que vous ne pouvez pas utiliser correctement ou qui ne vous convient pas, le commerçant devra le reprendre.

Dans un cas comme dans l'autre, si on refuse de répondre à votre demande, adressez-vous à Industrie Canada en composant le 1 800 348-5358. Si plusieurs plaintes sont logées concernant un problème particulier, on interviendra afin de régler le problème. Vous pouvez également porter plainte à l'Office de la protection du consommateur en composant le (514) 873-3701 ou, si vous êtes de l'extérieur de la région de Montréal, le 1 800 OPC-AIDE.

**option consommateurs**  
Site internet: <http://www.option-consommateurs.org>  
Courriel: [info@option-consommateurs.org](mailto:info@option-consommateurs.org)  
2120 Sherbrooke Est,  
bureau 604 Montréal (Québec) H2K 1C3  
Télécopieur (514) 598-8511

# Trait d'union

**Pour faire connaissance**

(514) 976-7111  
Interurbains seulement (sans frais) :  
1 900 451-7111

Tous les jeudis et samedis dans **La Presse**

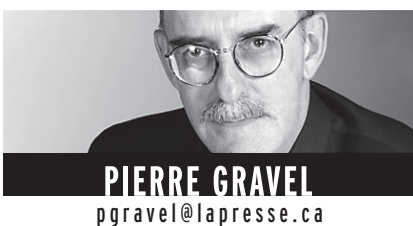
Des frais de 2,29 \$ la minute seront portés à votre compte de téléphone.

FORUM

# Au-delà de l'anecdote...

**La Presse**

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
 GUY CREVIER > Président et éditeur  
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef



**PIERRE GRAVEL**  
 pgravel@lapresse.ca

Il aura fallu trente-cinq jours, à la suite des élections américaines, pour que les chefs d'État du monde entier finissent enfin par savoir à qui adresser leur message de félicitations au nouveau président. Ce délai totalement imprévu et exceptionnel aura évidemment plongé dans un profond embarras le pays le plus puissant de la planète qui ne s'attendait pas à devenir l'objet de la risée générale pendant cinq semaines.

Si, dans un premier temps, cette invraisemblable épopée politico-judiciaire a eu un effet dévastateur sur l'image d'un peuple qui ne se gêne habituellement pas pour donner des leçons à tout le monde, ce n'est cependant probablement pas sur ce plan que tous ces événements passeront à l'histoire. On en retiendra surtout la brutale mise en relief d'une grave faiblesse dans l'organisation de ce pays mais aussi, paradoxalement, le témoignage de la solidité de ses institutions et du sens civique de ses citoyens.

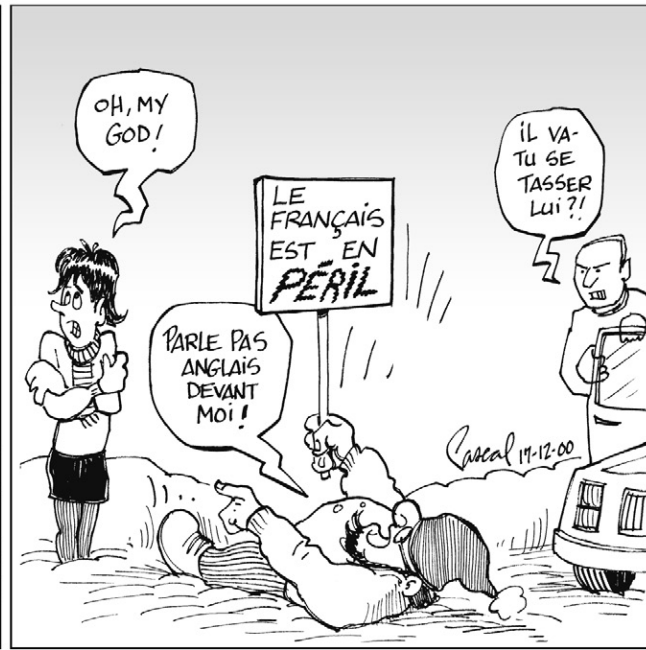
Pour des Canadiens habitués à voter partout, même dans les coins les plus reculés, selon des règles fixes, des procédures uniformes et des contraintes rigoureuses (en ce qui a trait, par exemple, aux heures d'ouverture des bureaux de scrutin), les modalités variées de ce même exercice aux États-Unis avaient de quoi frapper l'imaginaire. Mais ce serait bien mal connaître les Américains que de penser qu'avec leur légendaire sens prati-

que, ils vont tarder à régler les problèmes soulevés par des bulletins de vote mal conçus ou encore des méthodes de compilation désuètes.

Au-delà de l'accessoire, par contre, ce qui constituera pour eux un défi encore plus ardu sera la nécessité évidente de mieux harmoniser le processus électoral dans le respect des différences de mentalités, de traditions et de priorités de chacun des États sur lequel cette véritable fédération est fondée. Sans parler de l'impérieuse nécessité d'au moins se pencher sur cet archaïque procédé faisant appel à des listes de « grands électeurs » qui, de toute évidence, n'ont plus beaucoup de pertinence aujourd'hui.

Mais, même une fois surmontés ces problèmes d'organisation, le malaise le plus grave mis en lumière par tous ces interminables débats restera entier : celui d'un système judiciaire dangereusement inféodé au pouvoir politique. Sauf que, curieusement, c'est le caractère éminemment discutable de cette institution qui rend encore plus éclatant le sens civique des citoyens américains et de leur représentants politiques.

Dans bon nombre de pays, un semblable cafouillage aurait inévitablement mené à la guerre civile. Ou encore, au minimum, à une tentative de coup de force par un candidat déclaré battu après avoir, pourtant, recueilli le plus grand nombre de votes. Mais on aura plutôt eu droit, aux États-Unis, à une conclusion qui en dit fort long sur le respect que les deux rivaux portent, néanmoins, aux tribunaux. Et qui a mené Al Gore à expliquer que, en dépit de son total désaccord, il avait choisi de s'incliner. C'est ce genre d'attitude qui assure le mieux la survie des institutions. Et c'est sans doute de cela que les générations futures se souviendront.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

## DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

# Manning et Winnie l'Ourson font la une



**MARIE-CLAUDE LORTIE**  
 marie-claude.lortie@lapresse.ca

Il n'y a pas que les questions de langue, l'indépendance ou les fusions municipales qui créent des différences bien nettes entre les couvertures quotidiennes des journaux anglophones et francophones lus à Montréal.

On s'intéresse souvent, par exemple, à des personnages différents.

Prenez cette semaine, Preston Manning, le fondateur du Parti réformiste et candidat défait au leadership de l'Alliance canadienne, qui n'est pas un habitué des unes des journaux francophones. Il s'est retrouvé en première page du *National Post* et du *Globe and Mail* parce qu'on vient de lui diagnostiquer un cancer de la prostate. Dans le *Post*, on a même fait des articles pour parler du genre de procédure chirurgicale qu'il devait subir et sur les autres personnalités célèbres qui ont été touchés par la même maladie. (Trudeau, le maire de New York, Rudy Giuliani, Joe Torre, l'entraîneur-chef des Yankees, etc.)

Les faits divers qui fascinent les anglos sont aussi souvent différents. Cette semaine, par exemple, le *Post* a fait grand cas d'une affaire de détournement de mineur en Alberta, impliquant une institutrice de 25 ans enseignant au primaire et un élève de 17 ans. La jeune femme (aujourd'hui âgée de 27 ans et mariée) a été acquittée. Mais elle a perdu son permis d'enseigner et sa photo s'est retrouvée en grand et en couleur et au-dessus du pli en première page d'un des grands quotidiens canadiens.

Autre fait divers qui a particulièrement fasciné nos compatriotes anglophones : l'his-

toire d'une mère de la région de Chicago qui s'est fait retirer la garde de son enfant de six ans parce que, selon sa gardienne, elle l'obligeait à boire au sein. On a eu droit à des articles sur l'affaire, mais aussi à des dossiers de fond sur l'allaitement prolongé et les chroniqueurs s'en sont mêlés. Patricia Pearson, qui écrit pour le *Post*, en a profité pour dire que si ce n'est certainement pas une bonne idée d'allaiter un enfant de six ans contre son gré, c'est aussi beaucoup trop draconien de retirer la garde d'un enfant à sa mère pour une chose pareille.

Parlant d'enfants, le *Post* a aussi joué en une cette semaine, avec images colorées à l'appui, un article sur une recherche publiée dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*, qui nous apprend qu'après analyse, les personnages des célèbres aventures de Winnie l'Ourson, écrites par le Canadien A.A. Milne, souffrent tous de problèmes psychiatriques. Winnie est un hyperactif et a un syndrome de déficit d'attention, qui se traiterait au Ritalin. Il pourrait même développer la maladie de Tourette. L'âne Bourriquet, en revanche, souffre de dépression chronique et se porterait sûrement mieux avec un peu de Prozac tandis que Cochonnet est atteint d'anxiété, ce qui se traiterait bien au Paroxetine, un médicament contre les crises d'angoisse.

Les journaux anglos de Montréal s'intéressent toujours beaucoup aux questions linguistiques. Cette semaine, mis à part les très sérieux états généraux sur la langue, *The Gazette* s'est penchée sur le sort du Oogle, une poupée parlante à l'effigie d'un gentil extraterrestre qui a été retirée du marché parce qu'elle ne parle qu'anglais. L'affaire a fait jaser et Louise Beaudoin, la ministre responsable de la langue, a pensé faire rire tout le monde en arrivant en conférence de presse à Québec, sur le sujet, avec une poupée Elmo s'exprimant dans la langue de Gilles Rhéaume. Le problème, nous a raconté le journaliste de *The Gazette*, c'est que la poupée s'est détraquée et n'arrêtait pas de parler du-



Photo AFP

**Winnie est un personnage si populaire que la société Sanyo a décidé de créer un grille-pain permettant de faire des rôties à son effigie. À consommer avec du Ritalin?**

rant la conférence de presse, si bien qu'on a dû l'expulser, manu militari.

L'affaire du Oogle s'est retrouvée en page éditoriale du *Post*, qui s'est payé une petite minute de rigolade avec l'affaire. « Parlez-vous Ooglish », disait le titre et « OO Canada » offrait-on comme conclusion.

Sur une note plus sérieuse, la manifestation contre les fusions municipales forcées s'est retrouvée évidemment à la une de tous les journaux, même le *Globe* à Toronto. « On

a fait notre part », disait l'éditorial principal de *The Chronicle*, l'hebdo du West Island, cette semaine. « Ces ralliements doivent servir de mise en garde à Harel, Bouchard et même au maire de Montréal Pierre Bourque, qui doivent retenir qu'il y aura un prix politique à payer à la suite des fusions municipales forcées », a écrit l'éditorialiste. Ils pourraient perdre leurs comtés dans le bout de Baie d'Urfé ?

Sur la scène politique, les journaux anglophones continuent de se demander ce qui arrivera de la droite et de la gauche au Canada après le triomphe du centre-droit des libéraux.

Du côté de la droite, le *Post* poursuit sa réflexion en page éditoriale et admet qu'il faut recommencer à penser sérieusement à une façon d'arrêter la division du vote de droite entre l'Alliance et les conservateurs. L'Alliance devra-t-elle faire une alliance ? Stockwell Day devra-t-il repartir à zéro ? À suivre.

Du côté gauche, on parle d'une refonte nécessaire et profonde du NPD. L'équipe éditoriale du *Globe* croit que le parti devrait se recentrer sur les questions environnementales notamment. La chroniqueuse de gauche Naomi Klein, elle, estime que le parti doit remettre en question certaines de ses croyances de base, comme la pertinence d'un gouvernement central très fort, déjà remis en question au Québec, mais aussi par les autotones, les assistés sociaux et aussi les groupes de jeunes anarchistes. « C'est vrai que les attaques contre les gouvernements forts servent souvent de camouflages à des demandes de baisses d'impôts, mais ça peut être autre chose. C'est possible d'avoir des doutes sains au sujet d'un gouvernement centralisé tout en articulant un ordre du jour progressiste pour le pays, qui soit basé sur la démocratie locale et des principes de développement durable », écrit-elle.

Mais avoir un tel programme, il faut un parti qui soit bien plus qu'un NPD rénové. Il faut quelque chose de complètement nouveau, conclut Mme Klein.

# La langue de la séparation

Le sentiment séparatiste est relié à la perception d'un danger guettant la langue française

Voici la traduction d'un éditorial non signé, selon la tradition anglophone, paru dans le *National Post* du 11 décembre 2000.

Dites ce que vous voulez sur les dures lois linguistiques québécoises. Mais on ne peut pas le nier, elles ont été efficaces. Malgré l'influence anglophone de la mondialisation, l'Internet et la télévision par câble, les statistiques du recensement montre que 81,9 % des Québécois parlent encore français à la maison.

Alors pourquoi est-ce que le Parti québécois a créé cette année quelque chose qui s'appelle les

états généraux sur l'état et l'avenir de la langue française au Québec ?

Pour des raisons politiques.

Au congrès du parti en mai, les radicaux se sont échauffés en demandant de nouvelles restrictions pour l'anglais, comme par exemple l'extension de l'application de la loi 101 aux cégeps et un durcissement de la loi provinciale sur l'affichage. Le premier ministre Lucien Bouchard a été capable de les calmer uniquement en promettant de

mettre sur pied une commission itinérante, qui s'intéresserait à leurs doléances.

Le mois dernier, la Commission des états généraux a commencé à entendre des témoignages. Comme on s'y attendait, plusieurs témoins sont venus dire que la langue française avait besoin de meilleures protections. Mercredi, par exemple, Charles Castonguay, de l'Université d'Ottawa, un démographe, a expliqué que le gouvernement fédéral devait repenser la Loi sur les langues officielles pour arrêter l'assimilation des francophones. « Lord Durham, qui était en faveur d'une assimilation lente des franco-

phones au Canada, serait extrêmement fier des résultats obtenus par Trudeau grâce à ses politiques linguistiques », a-t-il dit.

Le seul rôle des états généraux est d'amasser de l'information et de faire des recommandations. Cela dit, ils peuvent potentiellement causer des dommages importants à l'unité nationale. Les appuis en faveur de la séparation sont bas au Québec actuellement. (Pour la première fois depuis sa création, le Bloc québécois a eu droit à une plus petite proportion des votes que les libéraux aux Québec aux dernières élections générales.)

Mais les études montrent que

chez les francophones, le sentiment séparatiste est relié directement à la perception d'un danger guettant la langue française.

En mettant en place un forum où les séparatistes et les militants linguistiques peuvent tirer les ficelles des peurs linguistiques, les états généraux encouragent deux maux : ils font monter la pression sur M. Bouchard pour qu'il mette en place des lois linguistiques plus sévères et ils réactivent les tisons mourants du séparatisme. Ces deux projets sont basés sur le mythe de la précarité du français au Québec. Les deux, nous espérons, ne marcheront pas.

À VOTRE TOUR

# Le parfum de la dignité humaine

Pourquoi acceptons-nous de laisser mourir nos vieux dans des endroits indécents?

## LETTRÉ DE LA SEMAINE

FRANCE DUCAS-VALLÉE  
L'auteure habite Montréal.

Du haut de ses talons assortis à ses jolis vêtements et s'harmonisant à ses jolis accessoires, notre ministre de la Santé, madame Marois, semble perchée beaucoup trop haut pour voir le désolant spectacle qui s'offre à elle dans nos centres hospitaliers et dans nos centres d'hébergement et de soins de longue durée.

Mon vieux père de 85 ans est hébergé temporairement au CHUM Notre-Dame, en soins prolongés, en attendant que la régie régionale de la santé délibère sur son cas pour le diriger vers un CHSLD répandant à ses besoins. Je suis profondément inquiète et peinée de le voir terminer sa vie de façon aussi obscure.

Étant un cas lourd, en perte d'autonomie sévère et considérant sa condition pulmonaire précaire, sa vie tient fatalement à un fil : un fil d'oxygène ! Ses poumons sont son handicap. Cela fera bientôt cinq ans qu'il a été diagnostiqué

Ma mère n'a eu d'autre choix, après 55 années passées au côté de mon père, que de se résigner à le « placer ». La décision la plus ardue et la plus odieuse à son avis. Depuis deux mois qu'elle survit à cette séparation forcée. C'est d'une tristesse inouïe. Elle-même songe à quitter la maison où elle a vécu durant 55 années. Où pourra-t-elle aller ? Où devra-t-elle aller ? Finira-t-elle, elle aussi dans un de ces mouiroirs ?

Elle attend sagement de connaître l'endroit où mon père sera dirigé pour ainsi s'en rapprocher le plus possible. Son souhait le plus cher aurait été de finir ce dernier épisode de leur vie ensemble... Impossible ! Lui, semi-autonome. Elle, autonome.... Pour ce faire, il lui faudrait accepter de vivre dans les mêmes conditions de vie que lui. De permettre que sa qualité de vie, sa lucidité, son autonomie lui soient dérobées par la force des choses, en cohabitant avec des gens atteints gravement au niveau cognitif, suffirait à éteindre petit à petit toutes ses facultés. Où trouverait-elle et le moral et le courage pour accompagner mon père dans cette ultime descente ?

En ce moment, mon père bénéficie d'une belle grande chambre avec vue imprenable sur le parc Lafontaine. La seule chambre munie d'une unité murale dotée d'un système d'oxygénothérapie. Quelle chance ! De quoi nous plaignons-nous ? Ne pouvant se déplacer qu'avec difficulté et équipé d'une bonne d'oxygène, il demeure coincé et seul dans sa magnifique chambre.

Malgré nos nombreuses visites, il se sent très isolé. Les gens qui s'occupent de lui ont beaucoup de cœur et déploient autant d'efforts pour rendre son séjour le plus adéquat possible. Mais le système affiche carrément des ratés. Les brèches sont devenues trop grandes à colmater.

Quand la maladie et la vieillesse s'emparent de quelqu'un qu'on aime, la peine est déjà assez grande et l'impuissance tellement criante et qu'il faille en plus lui laisser terminer sa course dans ces « antichambres de la mort », le choc de la réalité est brutal et douloureux.

Le premier jour où j'ai mis les pieds à l'étage des soins de longue durée, une grande tristesse m'a envahie et j'ai ressenti de la colère. Devoir accepter cette qualité de vie,



Le Conseil de la protection des malades reçoit 3000 plaintes par année et traite environ 800 dossiers. Trois sur quatre concernent les centres d'hébergement pour aînés.

res (quel mot déplacé) s'y sentent trop bien et que de ce fait s'accrochent davantage à la vie. Et s'ils se mettaient à aimer leurs conditions pour finir leur vie tout on douceur.... Le gouvernement en aurait plein les bras et ne saurait où donner de la tête. Déjà avec une population qui vit de plus en plus vieille.

Aucune négligence ne devrait être tolérée dans notre société en ce qui a trait aux enfants et aux personnes âgées. Les deux étant les plus vulnérables. Comment en est-on arrivés-là ? Que nous arrive-t-il ?

Notre ministre de la Santé devrait arpenter les corridors des urgences, les couloirs des centres d'accueil et des centres d'hébergement et de soins à longue durée et ce, bien entendu, à condition de mettre tous ses sens à l'épreuve. Elle constaterait dans quelle humiliation des patients sont contraints d'être examinés et soignés. Elle reniflerait ce parfum dans lequel la dignité humaine est plongée. Elle percevrait ces cris, ces sons qui ont pris la place des mots pour exprimer l'ennui, la peine, la désolation.

J'ai choisi de ne pas écrire directement à la ministre de la Santé, parce que sa réponse m'aurait déçue et que j'aurais eu une impression de réchauffé. Je ne crois pas non plus que ma simple réflexion réussira à susciter un intérêt nouveau envers son épépine dossier. Par ailleurs, elle m'aura permis d'exprimer ma déception, ma frustration et mon amertume face à l'indifférence avec laquelle tous nos dirigeants traitent un dossier d'une telle ampleur.

Nos aînés subissent à la fois de la négligence et de l'oppression. Cela en fait une forme de violence, moins percutante, moins fracassante, mais toute aussi présente. Je ne crois pas que je veuille vieillir de cette façon. Je ne trouve plus de mots pour décrire tous les sentiments qui s'entrechoquent en moi. On se doit de prendre soin de nos vieux, les respecter et leur donner ce qui leur appartient : la dignité humaine. C'est une façon de les remercier d'avoir été là avant nous et de nous avoir donné la vie.

« Le respect de la dignité humaine », est-ce déjà une phrase qui ne cadre plus en l'an 2000 ?

À titre d'auteure primée de la semaine, M<sup>me</sup> Ducas-Vallée recevra un exemplaire de l'édition de notre volume *Les meilleures photos des photographes de La Presse et The Gazette*.

Mes parents livrent la bataille la plus difficile de leur vie.

# Des soins qui laissent à désirer

SUZIE DUBORD  
L'auteure habite Trois-Rivières.

Madame Pauline Marois, Ministre de la santé et des services sociaux. Le mercredi 22 novembre dernier j'ai accompagné une personne qui subissait une chirurgie d'un jour à l'hôpital Notre-Dame de Montréal. Tout au cours de la journée, j'ai été témoin de faits nombreux qui auraient pu avoir de lourdes conséquences sur la santé des patients (qui s'en remettent entièrement à la compétence du personnel). Il y en a tellement eu que je risque même d'en oublier, mais il est important de souligner les faits suivants :

— Au retour de la salle d'opération, même si la prescription médicale spécifique que les signes vitaux doivent se prendre aux heures jusqu'à stabilité, on m'a dit qu'il est d'usage sur l'unité de ne pas tenir compte de la prescription et de ne le faire qu'une seule fois.

— La personne que j'accompagnais a fait une chute de tension artérielle (82/47). J'ai insisté pour qu'une stagiaire qui passait prenne ses signes vitaux et avertisse une personne responsable. Aucune infirmière n'est venue évaluer l'état de la situation et j'ai dû contrôler moi-même les signes vitaux après 15 minutes parce que personne ne revenait dans la chambre. Il y avait conférence au poste de garde sur les procédures d'évacuation en cas d'incendie, mais cela ne justifie en rien une cessation complète de l'attention qui doit être portée aux patients.

— En aucun moment le site d'insertion de son cathéter IV, n'a été vérifié et j'ai dû avertir à deux reprises que le sac du soluté était vide et ce, les deux fois où cela s'est produit.

— Après un accueil au retour de la salle d'opération, une patiente n'a reçu la visite d'aucun membre du personnel pendant 1 heure 20 minutes. Je l'ai aidée pour son premier lever et conduite à la salle de toilette. Seulement à ce moment une préposée est venue prendre la relève.

— On a dit à cette même patiente vers 16h00 qu'elle devait être capable de partir. Comme elle se sentait étourdie, je l'ai aidée à s'habiller et à mettre ses chaussures. Personne ne s'est inquiété du fait qu'elle était étourdie et incapable de s'habiller seule..., ni qu'elle retournait seule et à pied.

— Dans la chambre, il y avait un patient anglophone diabétique qu'on ne comprenait pas et pour lequel j'ai servi d'interprète (sorte d'insuline, dose, le fait qu'il était à jeun). Dans toute



Pauline Marois

la période postopératoire, on ne lui a fait qu'une seule glycémie capillaire. Il avait beaucoup de douleur, la cloche d'appel était placée du côté de son bras opéré et aucun membre du personnel ne voyait à son confort. J'ai dû intervenir pour qu'on lui apporte une médication. On lui a donné l'explication de son injection en français et rapidement sans se soucier du fait qu'il ne comprenait rien. Le bras droit en écharpe, une fracture au fémur gauche (sans plâtre), on lui a donné son pantalon pour qu'il le mette seul avant l'arrivée des ambulanciers pour son transfert dans un centre d'hébergement. Le personnel semblait l'éviter parce qu'il y avait une difficulté de communication. Est-il normal qu'à Montréal, on ait acquis la conviction que tous les patients qui seront hospitalisés sont et seront uniquement de langue française ?

— Selon le protocole de l'hôpital, le premier lever post-opératoire doit se faire en fauteuil roulant, mais dans cette section on ne peut entrer dans les toilettes avec un fauteuil roulant.

— Nous avons reçu l'enseignement sur les directives post-opératoires à deux reprises et ce, par deux personnes différentes : les informations concernant le pansement étaient tout simplement contradictoires. À qui se fier ? Et qui sera responsable des conséquences d'une erreur éventuelle ?

— Les soins ambulatoires de l'Hôpital Notre-Dame ne font aucun suivi post-opératoire le lendemain de la chirurgie. Il y a un numéro de téléphone en cas d'urgence (un service de répondeur en dehors des heures régulières). On fait mieux que ça pour les animaux qui sortent de l'hôpital vétérinaire de Saint-Hyacinthe relevant de la même Université de Montréal.

— Les recommandations écrites remises aux patients sont très générales, voire plutôt incomplètes. À titre d'exemple, elles ne traitent en aucun moment des risques découlant d'une montée de fièvre qui surviennent très souvent après une opération.

— Une infirmière m'a dit que les chambres ne sont assignées à aucun membre du personnel particulier. Qui donc est responsable de la prestation et de la qualité individuelle des soins ?

Et je pourrais poursuivre en relatant d'autres incidents de cette journée qui se sont tous passés dans la même chambre de quatre lits ! Qu'on ne vienne surtout pas me dire que le personnel était débordé, je sais ce dont je parle, car je connais très bien l'évaluation de la qualité des soins. Infirmière depuis 1973, bachelière depuis 1976, j'ai cumulé plusieurs fonctions dont un poste d'infirmière-chef d'unité pendant deux années et depuis 1979, je suis enseignante (maîtrise en éducation) en soins infirmiers dans un collège.

D'emblée, je suis persuadée que je risque fortement d'être critiquée par plusieurs en rendant publiques mes observations. La situation décrite plus haut ne reflète peut-être pas la réalité vécue dans d'autres départements de l'hôpital, mais le manque de suivi de ces patients victimes est inacceptable. Est-ce bien là une solution adéquate au « désengorgement » des hôpitaux ? Je crois de mon devoir de réagir ainsi dans l'intérêt des gens ordinaires qui ne connaissent pas les soins auxquels ils ont droit.

C'est bien plus une question d'attitudes que de ressources humaines, des attitudes qui doivent changer pour que la protection du public soit assurée.

# Du respect, s.v.p. !

HÉLÈNE LAPOINTE et JEAN-PAUL BÉBARD  
Les auteurs habitent tous deux Montréal.

À la suite de la lecture des articles parus dans *La Presse* sur les traitements « infligés » à nos aînés, nous sommes consternés de constater le peu de respect manifesté par vous et vos « penseurs » du ministère envers nos parents.

Avons-nous besoin de vous rappeler, madame Marois, que les personnes âgées que vous traitez ainsi sont des Québécois et des Québécoises qui ont trimé dur pour élever leur famille et qui ont bâti le Québec (dont vous êtes si fière) souvent au détriment de leur santé ? Nous espérons que nous n'avons pas à vous rappeler qu'une société qui ne respecte pas ses aînés ne mérite pas de vivre... qu'elle soit distincte ou pas !

Au-delà des chiffres (lire dollars) et des mesures de performance que personne ne conteste d'ailleurs, nous ne sommes même pas en mesure, comme société, de combler les besoins « essentiels ». Quant à la qualité de vie... on repassera !

Nous vous mettons au défi, madame Marois, d'aller vivre une petite semaine comme « cliente » dans un centre d'hébergement, ne serait-ce que pour constater comment il est agréable de rester assise dans sa « merde » et d'avoir à quémander le moindre service « essentiel ». À défaut d'avoir un agenda trop chargé, confiez cette tâche à l'un ou l'autre de vos « penseurs » (sous-ministre).

Madame Marois, laisseriez-vous vos parents croquer dans un tel environnement ? Vous pouvez aussi poser la question à monsieur Bouchard et à vos collègues du cabinet. Dans l'éventualité d'une réponse positive, suggérez-leur la petite expérience ci-dessus mentionnée.

Madame Marois, nous faisons appel à votre humanisme et à votre gros bon sens. Nos aînés ne méritent-ils pas en fin de vie d'avoir droit au minimum à des soins de base et à un maximum de respect ?

# LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

## Marc Garneau

JEAN-PAUL SOULIÉ

**M**arc Garneau, qui a été en 1984 le premier Canadien de l'espace, vient de couronner une carrière d'astronaute de 16 années par une troisième mission qui a été, sous tous les rapports, une réussite extraordinaire.

L'ancien officier de la marine canadienne, aujourd'hui attaché à l'Agence spatiale canadienne, a participé de très près au déploiement de la première structure des panneaux solaires géants destinés à alimenter en électricité la station spatiale internationale (SSI). Il a été, pendant toute la durée du vol de la navette *Endeavour* le mécanicien de bord. Il était, avec le pilote et le co-pilote, le troisième occupant du poste de pilotage, vérifiant chacun des gestes du commandant de bord et de son second, à l'aller, au retour, ainsi que dans les délicates manoeuvres d'approche. De plus, Marc Garneau a fait partie du premier groupe de visiteurs, l'équipage complet d'*Endeavour*, admis à pénétrer dans le module Unity de l'ISS, où les attendaient les trois résidents de l'ISS, l'équipage « Expedition One » formé de l'Américain William Shepherd et des Russes Iouri Guidzenko et Sergueï Krikaliou.

Lundi dernier, le 11 décembre 2000, en reprenant pied sur la Terre à Cap Canaveral, Marc Garneau retrouvait la gravité et son poids réel. Il mettait aussi un point final à une des grandes pages de l'histoire de la conquête de l'espace. *La Presse* salue ses exploits et le nomme la **Personnalité de la semaine**.

En reprenant ses habitudes de terrain, Marc Garneau n'a pas abandonné pour autant ses obligations d'astronaute de l'Agence spatiale canadienne, prêté à la NASA. Il reste soumis au régime draconien, à la discipline de fer qui ont marqué sa vie depuis 16 années. C'est dire que les communications avec les médias sont rigoureusement organisées.

Les dernières conférences de presse accordées par l'équipe d'*Endeavour* et les entrevues accordées précédemment par Marc Garneau lui-même donnent cependant une bonne idée de ce qu'est la vie d'un astronaute sur le point d'entreprendre une mission de l'importance de la dernière, la STS-97. Marc Garneau devait seulement s'entraîner à agir comme mécanicien de bord, maîtriser l'utilisation du bras manipulateur canadien pour installer les panneaux solaires, coordonner le travail des as-



Marc Garneau: une réussite extraordinaire.

Photothèque La Presse

tronauts lors de leurs sorties dans l'espace. Il devait se préparer lui-même en vue de sorties dans l'espace. « Je m'entraîne aussi en vue de ces sorties, déclarait-il l'été dernier. Si, pour une raison ou pour une autre, un des deux astronautes n'était pas en mesure de sortir, j'ai ma propre combinaison spatiale, et je pourrais le remplacer. Je ne serais probablement pas aussi bon qu'eux, car je ne subis que le quart de l'entraînement, mais je pourrais m'en tirer suffisamment pour effectuer le travail. »

On sait que le bras manipulateur canadien et les deux astronautes sortis dans l'espace ont dû faire face à une avarie. Un câble de tension des panneaux solaires était sorti de sa poulie. Le panneau, mal tendu, risquait de se déchirer. Les panneaux solaires ont une valeur de 600 millions de dollars US. Les astronautes ont réussi à remettre le câble en place. « Ça n'a pas fonctionné

comme nous l'avions prévu, a conclu Marc Garneau à son retour, ce qui nous a permis d'apprendre beaucoup. »

Marc Garneau est né à Québec en 1949. Il a fait ses études primaires et secondaires à Québec et à Saint-Jean, et il a fait des études à Londres, à Kingston et à Toronto. En 1969, il a 20 ans et traverse une première fois l'Atlantique avec 12 compagnons sur un cotre de 59 pieds. Il recommence l'expérience l'année suivante. Il fait carrière dans la marine canadienne avant d'entrer à l'Agence spatiale canadienne et d'être ensuite sélectionné par la NASA. Marié, lui et son épouse ont trois jeunes enfants. La famille vit au Houston, au Texas, près du camp d'entraînement de la NASA. Marc Garneau a déjà annoncé qu'il ne retournerait sans doute plus dans l'espace. Mais il est convaincu que la station orbitale ISS qu'il a eu l'immense privilège de visiter est un

premier pas vers la vie dans l'espace à long terme et l'installation de l'homme sur des planètes comme Mars. « Je crois que la Station spatiale internationale représente une étape très logique devant mener au but ultime que constitue l'exploration du système solaire, des autres planètes, jusqu'à ce que nous puissions vivre sur une planète comme Mars, ce que je pense voir au cours de ma vie. »

Bien décidé à rentrer à Montréal et à poursuivre son travail à l'Agence spatiale, Marc Garneau se souviendra toute sa vie d'avoir survolé le Canada de nuit, sous la lune, en écoutant ses musiques préférées. Loin du Texas et du country, il avait emporté avec lui les pièces classiques qu'il affectionne particulièrement, et sans doute un peu de jazz. Peut-être du Miles Davis, qu'il dit avoir découvert récemment.

BOPO1PROMO  
Not Found

2913057  
Not Found

Missing files that are needed to complete this page: BOPO1PROMO 2913057

Not Found BOPO1PROMO\*80 10X054.00 PROMOTION.PERSONNALI .....  
Not Found 2012057\*00 10Y060.00 personnalité de la LA PRESSE LITEF 14600 LIP